

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 502, 1,50 F
JEUDI 24 JUN 1971



**ON ROULE
LES
CHEMINOTS
AUSSI**

Au sommaire

Le VII^e Congrès du P. S. U.

C'est à Lille, samedi, que débutent les travaux du Congrès National. Aussi ne s'étonnera-t-on pas que ce numéro contienne une part importante de prises de position ou de réflexions. A côté de notre encart spécial avec les dernières tribunes libres (page 1), on lira avec intérêt l'article que nous a fait parvenir Denis Berger (page 14). Sur un problème particulier, celui du Secours rouge, les militants du parti, intégrés dans ce mouvement de masse, posent leur problème (page 13).

Vie quotidienne

Les luttes sur les conditions de logement continuent à prendre une grande importance. La bataille est engagée à Amiens (page 8). A Montreuil, des premiers succès sont enregistrés (page 9).

Et notre enquête sur les luttes ouvrières

A l'approche des congés d'été, l'heure est aux bilans. Notre correspondant à Dunkerque nous relate la fin de la grève à Usinor (page 5). Eliane Schweitzer a vécu la lutte des cheminots à la Gare de Lyon. Elle tire un bilan qui n'est pas tendre pour les syndicats (page 16). A Saint-Omer non plus, le bilan n'est guère satisfaisant (page 6). Pourtant, la lutte a permis une prise de conscience, tout comme à l'hôpital H. Mandor à Créteil (page 7).

Photos dans ce numéro :

AGIP (p. 11)
A.F.P. (p. 16)
Collombert (p. 7, 8, 9, 10)
Elie Kagan (p. 13)
D.R. (p. 2, 5)

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolongs,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique No-
res, Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 29.000 exemplaires

PANTHÉON

La fin des Pyrénées

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h à 24 h

Découverte et Culture



Les Guyons, un village dans les Alpes, sur la route Napoléon, à 20 km de Briançon.

- Un village en autogestion pendant le mois d'août, pour récupérer après onze mois de travail ;
- un village pour tous, jeunes, militants, familles, enfants ;
- des possibilités de randonnées nombreuses pour découvrir la région (étapes dans les chalets de berger) ;
- des possibilités de travail avec les paysans (aide pour les fenaisons) ;
- des possibilités de courses en haute montagne, promenades touristiques, randonnées équestres, vol à voile.

Les participants organiseront eux-mêmes l'animation culturelle et politique du village. (l'infrastructure matérielle est assurée par Découverte et Culture, intendance, cuisine, services, animation pour les enfants).

Prix tout compris : 150 F par semaine (réduction pour les enfants).

Tous renseignements à :

- Découverte et Culture
94, rue N.-D.-des-Champs
Paris-6^e
Tél. : 325-00-09
- Découverte et Culture
44, rue Saint-Georges
Lyon-5^e

Éditions du P.S.U.

LUTTES DE CLASSES EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -
PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

BONNES VACANCES

● A PESCARA (Italie), au bord de l'Adriatique, une immense plage de sable fin, des bungalows dans une très belle pinède, toutes les distractions d'un grand centre de vacances. Une réalisation ENAL, la grande association de loisirs des travailleurs italiens, qui réserve 30 places à des familles françaises, par l'intermédiaire d'Arvel.

18 juillet/1^{er} août
15 août/29 août

360 F tout compris
(logement et nourriture)

ARVEL Paris
Boîte postale n° 96-06
Paris-6^e
Tél. : 306-82-68
(15 h.-19 h.)

ARVEL Lyon
78 bis, rue du
8 mai 1945
69-Villeurbanne
Tél. 84-81-24



Le socialisme en France

Rosa Luxemburg n'était pas seulement une des militantes les plus en vue de la social-démocratie allemande et polonaise, elle était aussi un excellent connaisseur du mouvement ouvrier français. C'est ce que nous pouvons découvrir avec le recueil intitulé le « Socialisme en France 1898-1912 » publié chez l'éditeur Pierre Belfond (1) et présenté par Daniel Guérin. Dans une série d'articles écrits pour des quotidiens social-démocrates allemands ou par la revue théorique « Neue Zeit » Rosa Luxemburg expose en effet magistralement les problèmes des différents groupes socialistes français et porte sur eux un jugement critique très lucide. A notre connaissance il n'y a pas de meilleure analyse de l'opportunisme du courant jaurésiste, généreux dans sa phraséologie, mais marqué jusqu'à la moelle par le parlementarisme. De même les limites du guesdisme sont très bien mise en lumière, moins par une vue d'ensemble que par des notations brèves et pertinentes. Le moindre intérêt du recueil n'est pas de nous faire percevoir à quel point une organisation comme le P.C.F. reste imprégnée de ces deux traditions. Signalons enfin que la présentation historique de Daniel Guérin bien documentée est d'un très grand intérêt pour le lecteur. Elle permet de reconstituer tout le contexte des problèmes traités par Rosa Luxemburg.

(1) En vente à la librairie de « T.S. » : 24 F.

Police et justice, même combat

Une interview de Denis Langlois

« Il y a des choses que nous aimons voir faire par les policiers sans être obligés de leur en donner l'ordre. »

Un magistrat sincère.

Que la police exerce depuis longtemps sa violence au-delà même des limites qu'admet la légalité bourgeoise, quantité de travailleurs immigrés, de militants politiques, de jeunes délinquants le savent trop bien. Les « passages à tabac », les sévices, les chantages, voire les faux témoignages, et accusations non fondées, sont monnaie courante et ce, depuis bien avant la guerre d'Algérie. Avec le printemps 1968 a débuté une ère nouvelle de la répression policière devenue plus systématique et plus dure, au point que des scandales éclatent ça et là sans que le pouvoir puisse réellement les étouffer : par exemple, l'affaire du faux journaliste d'Aix-en-Provence. Par exemple l'affaire Jaubert, ce journaliste sauvagement battu puis... inculpé de violences à agent. Le public a également entendu parler jadis de l'affaire Kaczmarczyk, de l'affaire Thévenin mais sans y prêter grande attention car le mystère qui planait sur ces affaires était confondu dans l'opinion avec l'ombre dont la presse bourgeoise recouvre les « incidents » politiques.

Le grand mérite du livre récemment paru aux Editions du Seuil, « Les Dossiers noirs de la police française », travail de M^e Denis Langlois qui est par ailleurs conseiller juridique de la Ligue des Droits de l'Homme est de montrer que la répression policière et judiciaire des vingt dernières années est quotidienne et générale, et que *nul n'en est à l'abri*. Bien plus, parce qu'elle bénéficie trop souvent des silences du pouvoir et d'une certaine complicité de l'appareil judiciaire qui tend de plus en plus à « fermer les yeux », elle est un scandale permanent qu'on ne peut réduire aux bavures d'un nécessaire maintien de l'ordre. Il s'agit d'une gangrène qui gagne les institutions de l'Etat, au détriment de la liberté des citoyens et de l'exercice d'une véritable justice.

M^e Langlois est l'objet d'une inculpation pour son livre austère, précis et accusateur : l'initiative n'est pas du goût de tout le monde ! Ceci dit, suffit-il de rassembler des éléments si éloquentes soient-ils, sans pousser l'analyse ni en tirer les leçons politiques, pour donner la mesure du mal et faire progresser la lutte contre la répression ? Nous avons demandé à M^e Langlois de nous dire dans quelle mesure il espère toucher ses lecteurs.

T.S. : Il est devenu banal de dénoncer les exactions de la police. Quelle est, à vos yeux, l'originalité de votre livre.

D.L. : Comme vous avez pu voir, je ne présente aucun dossier « politique ». Les quarante dossiers touchent à la vie quotidienne. Les victimes sont des innocents, des travailleurs ou de petits délinquants. C'est vous dire qu'à mes yeux « Selon que vous serez puissant ou misérable » n'importe qui peut être victime un jour ou l'autre de la police et cela peut aller jusqu'à l'erreur judiciaire, la plus éclatante étant la fameuse affaire Kaczmarczyk. Il est question dans le livre aussi de morts dans les commissariats, d'arrestations illégales, d'aveux arrachés, après sévices, de l'abus des armes et malheureusement, de l'impunité dont jouissent généralement les coupables.

Je n'ai gardé que les informations parfaitement contrôlées et susceptibles de faire apparaître le rôle judiciaire de la police qui empiète sur les fonctions des magistrats, avec le consentement de ces derniers.

C'est à peine si je me livre à des commentaires, mais la matière du livre profondément politique, est porteuse d'accusations graves qui ne peuvent laisser le pouvoir indifférent. Et pourtant, il ne s'agit même pas de la répression politique — et il y aurait beaucoup à dire à ce sujet ! Je pense que j'aurais atteint mon but, si grâce à un ouvrage non suspect, j'arrive à informer le public sur des points qu'il ignore généralement et si je force le lecteur à se poser des questions.

En effet, police et justice, afin de préserver une certaine société, agissent dans le même sens et tout comme il est impossible qu'il y ait une bonne police dans ce pays, il est impossible de faire confiance à la justice qui ne remplit pas son rôle.

Mon livre à lui seul ne serait que d'intérêt secondaire si, en même temps, ne se constituaient ça et là des commissions d'enquête ouvertes au public et composées de médecins, de journalistes et d'avocats. Ces commissions peuvent, grâce à des vérifications scrupuleuses, s'attirer la confiance du public et accrocher l'opinion locale. J'ajoute qu'il est bon d'habituer les militants politiques à une très grande honnêteté vis-à-vis des faits. L'intérêt immédiat des commissions d'enquête, en-deçà de leur principe, c'est d'apporter des éléments contraires à l'instruction officielle, voire d'aiguillonner le juge d'instruction. Par exemple, nous pouvons dans l'affaire Jaubert forcer la main au juge d'instruction pour dénoncer les contradictions des policiers.

Au fond dans mon livre j'ai fait un travail du même genre, ce qui ne va pas sans difficultés. La peur des témoins est la plus grande : ainsi, depuis le début de l'affaire Jaubert, les policiers sont passés plusieurs fois rue de Clignancourt et des

témoins qui commencent par « avoir vu » se rétractent, obéissent à un réflexe élémentaire et curieux pourtant : de dire qui peut « avoir vu », de nous désigner le voisin. On peut dire que quand des policiers ou des personnalités sont en cause, des pressions sont toujours exercées, selon la fragilité de la situation du témoin. Un cafetier peut avoir besoin de la police pour « être en règle ». Il arrive qu'une mère célibataire soit menacée de voir son enfant confié à l'Assistance publique. Sans parler des menaces de « passage à tabac ». Des menaces de ce genre suffisent à décourager le présumé délinquant de se plaindre devant le tribunal.

T.S. : A quels obstacles vous heurtez-vous encore ?

D.L. : Il est difficile de se contenter d'incriminer la « cécité des gens », mais on ne peut supprimer la peur de la police. Il est donc urgent en même temps que d'informer, de soutenir par tous les moyens, les victimes de la police.

Matériellement et juridiquement, en sachant que ce ne sont que des palliatifs. Il est bien plus important que les victimes sentent à leurs côtés des forces puissantes d'opinion. Jamais on y a vraiment réussi jusqu'à maintenant, car trop souvent on oublie ceux qui se sont « mouillés » et en subissent les conséquences. Nous n'avons pas toujours assumé nos responsabilités ni donné de suffisantes garanties.

En ce moment le Secours rouge fait un travail considérable en reprenant l'enquête sur la mort dans un commissariat, de Jean-Pierre Thévenin. A mes yeux la Ligue des Droits de l'Homme, à elle seule, ne peut tout faire.

Les avocats ont aussi leurs responsabilités : si les magistrats tombent, qu'ils le veuillent ou non, dans le piège de l'indépendance toute théorique de la justice, les avocats sont souvent amenés à faire des concessions pour sauver leur client, victimes en cela d'un marché qui leur est implicitement proposé : « si vous acceptez de négliger tel ou tel argument, votre client a toutes chances de sortir libre ce soir. »

L'affaire Guyot, c'est l'exception qui confirme la règle. De plus, la justice elle-même solidaire de l'escalade de la répression, tend à se dégrader : elle prononce des peines de plus en plus sévères dans tous les domaines, d'autant plus que les délinquants sont des jeunes, des étrangers, des travailleurs émigrés. C'est ainsi que l'on a vu en une matinée trente-cinq coupables passer en jugement devant la 23^e chambre correctionnelle pour des délits ne dépassant pas le vol d'un stylo ou d'une bouteille de vin dans un grand magasin : les peines en revanche (de deux à six mois de prison avec ou sans sursis et de fortes amendes) semblaient disproportionnées ; 75 % étaient des étrangers, 90 % avaient moins de 25 ans. Beau-

coup d'entre eux ne savaient pas qu'ils pouvaient différer la date de jugement pour assurer leur défense. D'autres, excédés, se sentant seuls, se résignaient. Un citoyen de quarante ans, Français, gagnant 4.000 francs par mois, pour le vol d'un complet dans un prisonnier n'a eu qu'un mois avec sursis. Bref, on le voit, le comportement de la police, l'attitude de la justice, les préjugés de classe, tous ces éléments sont étroitement liés. Dans mon livre je cite l'initiative rare et courageuse du juge d'instruction, M. Zollinger, qui a ouvert une information judiciaire pour coups et blessures pour élucider les circonstances dans lesquelles trois jeunes cambrioleurs ont été victimes de sévices graves au quai des Orfèvres. Les policiers identifiés vont passer en tribunal. Mais autant que possible, l'affaire sera étouffée, alors qu'elle est typique.

De même que dire de ce commissaire caïd de Romans, qui, pour « nettoyer » la ville des 70 % de voyous qui la pourrissaient, commençait par flanquer une raclée au gérant d'un hôtel et celui-ci ayant eu la mauvaise grâce de se plaindre, amenait toutes les douze heures, ses hommes, mitraillette au poing afin de terroriser la clientèle de l'hôtel ? Malgré les silences du préfet de la Drôme, l'affaire s'est ébruitée : discrètement le commissaire Férand a été muté... à Clermont-Ferrand !

T.S. : Pouvez-vous en dire davantage sur les rapports entre les policiers et les magistrats ?

D.L. : Les magistrats font cause commune avec la police, souvent bien malgré eux : ils y sont obligés pour ne pas laisser s'écrouler l'édifice du système répressif, auquel ils appartiennent. Même de bonne foi, ils ne peuvent contredire les exigences de leur carrière.

Certains ont conscience du danger des abus : ils savent que ceux-ci menacent précisément le système. Acculés, ils alertent l'opinion publique en dénonçant les gardes à vue, les perquisitions, ce qui ne les empêche pas de faire le travail de cadres d'entreprise : d'appliquer la loi qu'ils critiquent. Peu à peu contre les principes de la légalité bourgeoise, la notion de justice se trouve remplacée dans les faits (il suffit d'assister à n'importe quel procès pour s'en apercevoir) par la notion de contrainte. A cet égard, pas de différence entre le citoyen français et le citoyen qui respecte la justice parce qu'elle lui est imposée. C'est justement ces contradictions qu'il nous faut expliquer et dénoncer sans relâche, à la manière des militants politiques dans les entreprises. Je crois comme vous, nécessaire de montrer que l'injustice est quotidienne et menace les travailleurs en dehors de leurs lieux de travail.

T.S. : Et votre inculpation ?

D.L. : Vous savez, cela me paraît bien secondaire. □

Mitterrand, premier secrétaire

Ainsi le vieil appareil de la cité Malesherbes a succombé après une longue agonie. La tendance Popere-Savary-Mollet cède la place après des scrutins serrés à une équipe qui va de Mitterrand à Chevènement en passant par Gaston Defferre. On pourrait épiloguer longuement sur le caractère curieux des alliances tactiques qui ont amené ce changement.

Cela n'aurait pas grand intérêt, car après tout, il y a une logique certaine dans les retrouvailles du vieux routier de la politique qu'est Mitterrand, du centriste qu'est Defferre, et du « jeune loup » Chevènement. Ils ont compris qu'il fallait transformer la « vieille maison » en machine électorale efficace pour tenir la dragée haute au P.C.F. Savary risquait d'apparaître comme un pâle reflet de « la démocratie avancée », il fallait trouver le moyen de faire l'unité... électorale avec le P.C.F. sans apparaître comme son prisonnier. Le prestige électoral de Mitterrand, sa capacité à dialoguer avec les républicains de progrès, sa réputation d'homme d'Etat (gagnée au ministère de l'Intérieur ou de la Justice) tout cela représentait des atouts essentiels dans la conjoncture présente.

On comprend bien que le P.C.F. grogne devant cette évolution. Il n'y aura sans doute plus de ces dialogues idéologiques filandreux qui permettaient de dire aux militants communistes que l'unité avançait. Il n'y aura peut-être même plus de ces initiatives communes dont est friand le P.C.F. (propositions de lois au parlement, etc.), tout au moins pour une longue période. Tout se règlera au niveau des accords électoraux et des « contrats de gouvernement », dans des marchandages réalistes.

Mais nous n'avons pas à nous faire trop de soucis. La direction du P.C.F. s'y fera. Que le parti socialiste devienne une sorte de parti démocrate, postulant à la direction de « l'opposition » pour les élections de 1973, la direction du P.C.F. n'y peut rien. Pour s'y opposer sérieusement il faudrait qu'elle remette en question la « démocratie avancée ». Ce serait trop lui demander. C'est pourquoi il faut s'attendre à beaucoup de déclarations « socialistes » recouvrant une marchandise de « centre-gauche » dans les prochains mois. □

La philosophie du sergent de ville

Depuis que M. Tomasini a prononcé son apologie du sergent de ville comme rempart de la liberté, le gouvernement s'acharne à prouver qu'il n'y a pas de pire danger pour les libertés démocratiques dans notre pays que ceux qui s'en affirment les gardiens. Après l'affaire Jaubert, après la curieuse attitude de la police au Quartier latin il y a trois semaines, nous avons maintenant les attaques de MM. Pleven et Marcellin contre les « tribunaux populaires », qui n'ont jamais prétendu prononcer des sentences exécutoires, mais alerter l'opinion et briser le mur de silence établi par la majeure partie des organes dits d'information. Nous avons aussi après la campagne de « Minute », l'inculpation de Jean-Paul Sartre en tant que directeur de la « Cause du Peuple ». On peut citer également l'interdiction par le préfet de l'Isère de la réunion prévue par la C.F.D.T., le Secours rouge, le P.S.U. et le P.S. pour dénoncer les contre-vérités sur ce qui s'est passé à Grenoble. On peut citer encore les poursuites contre le journal de la Ligue Communiste « Rouge » et contre « Révolution » sans épuiser pour autant la liste du festival répressif.

A l'approche des vacances, c'est une attaque de grande envergure qui se dessine contre l'extrême gauche, mais qui, au-delà, vise toutes les formes d'expression tant soit peu libres. Ce que le gouvernement et le pouvoir veulent empêcher, c'est qu'on puisse mettre le doigt sur les scandales permanents du système : la chasse aux travailleurs immigrés, la spéculation foncière, l'inflation, la chasse au profit, etc. Les institutions se dévoilent pour ce qu'elles sont, les gardiens d'un régime oppressif.

Rectificatif

A la suite d'une erreur de transcription, l'éditorial d'Henri Leclerc (paru dans notre numéro 500) contenait une dénaturation des faits qui se sont produits à Clermont-Ferrand.

Ce n'est pas dans un commissariat de police qu'est mort André Augier, ouvrier chez Michelin à Clermont-Ferrand. C'est après un séjour de 17 heures dans un commissariat de police qu'il ne quitta que pour aller mourir à l'hôpital, le crâne fracassé.

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard



Interviews recueillies par Noël Monier
auprès des militants suivants :

- Bernard RAVENEL, 34 ans, professeur d'histoire (Amiens).
- Alain DESJARDINS, 36 ans, ouvrier électricien (Roubaix).
- Thérèse CARRETTE, 43 ans (Roubaix).
- Michel FONTES, 35 ans, fonctionnaire du Trésor (Lille).
- Pierre REGNIER, 53 ans, tourneur.
- François BORELLA, 39 ans, professeur de droit (Nancy).
- Marcel GREGOIRE, 48 ans, employé (Thionville).
- Baptiste THIERRÉE, 30 ans, Clown-magicien.
- Henri LECLERC, 36 ans, avocat (Paris).
- Jacques KERGOAT, 31 ans, travaille à l'E.D.F. (Paris).
- Philippe SIMON, 37 ans, charpentier en fer.
- Christian LEUCATE, 26 ans, économiste (Paris).
- Michel de la FOURNIÈRE, 38 ans, professeur d'histoire (Orléans).
- André MELLIET, 39 ans, conseiller d'orientation scolaire (Carcassonne).
- Jean VERLHAC, professeur (Grenoble).
- Georges BOULLLOUD, 40 ans, ajusteur (Grenoble).
- Guy PRAXELLE, 28 ans, chimiste (Hauts-de-Seine).
- Jean-Pierre CHASSINE, 23 ans, étudiant en droit (Poitiers).
- Claude COLIN, 27 ans, technicien (Vénissieux).
- Vincent PICHERAL, 37 ans, fonctionnaire (Quimper).
- Renée CAUSSE, 31 ans, agricultrice (Finistère).
- Lino OTTOGALI, 37 ans, agriculteur (Dordogne).
- Bernard LAMBERT, 39 ans, agriculteur (Loire-Atlantique).
- Michel ROCARD, 40 ans, Secrétaire national du P.S.U.

en souscription
240 pages
parution au VII^e Congrès
prix 13 F

Format 14 x 20

Bon de commande à « Tribune Socialiste »
54, bd Garibaldi, PARIS XV

C.C.P. Paris 5826 65



L'opération « pommes de terre ».

La fin du conflit à Usinor

De notre correspondant à Dunkerque

lutttes ouvrières

Le conflit d'Usinor-Dunkerque s'est terminé le 17 juin.

— Les grévistes (service « Mouvement ») ont remis en route les locotracteurs, sans avoir obtenu la satisfaction de leurs revendications. Ils demandaient 30 centimes de l'heure, pour compenser de mauvaises conditions de travail : ils obtiennent en gros : 0,10 franc et une indemnisation des heures de grève de l'ordre de 25 %. Est-ce qu'on peut appeler cela un succès ? Ce n'est pas l'avis d'un bon nombre de grévistes, qui ont repris le boulot en grinçant des dents.

— Pour les lock-outés, le patron accorde de 35 à 45 % d'indemnisation des heures perdues et le maintien de quelques primes. Là non plus, la reprise ne s'est pas faite dans l'enthousiasme et, au dernier meeting les exclamations et les critiques n'ont pas manqué, dont certaines directement à l'adresse des syndicats : « Vous étiez d'accord la semaine passée avec nos 50 % (revendication minimum fixée par la base : voir « T.S. » numéro 501) ; pourquoi maintenant vous n'êtes plus d'accord ? »

Comment en est-on arrivé là ?

Le patron. Tentatives continues de diviser grévistes et chômeurs (sans grand succès, malgré la contribution des syndicats-maison : C.F.T. et C.F.T.C.) ; mais réussite indéniable pour faire dévier les objectifs des travailleurs : en « négociant » tantôt à Lille, tantôt à l'inspection du travail, en faisant appel à l'arbitrage du sous-préfet, sur les problèmes d'indemnisation, jamais sur les problèmes de fond. Utilisation très efficace de son irresponsabilité de fait, puisque tout dans le trust Usinor est télécommandé par Paris (P.D.G., conseil d'administration). De même utilisation du potentiel des autres usines du trust, en les faisant tourner à fond, pour rendre inefficace l'arrêt de production à Dunkerque.

La masse des travailleurs : Des explosions soudaines et imprévues mais pas de perspectives, quant à la manière de faire pression efficacement sur le patron. Entre temps présence minoritaire aux meetings et sauf cas d'explosion, pas de dialogue avec les organisateurs ; travail noir aux champs ou ailleurs, etc. Un profond mécontentement et un malaise qui ne sont pas calmés...

Les syndicats :

— F.O. : négociation avant tout et surtout pas de « bordel » !

— C.F.D.T. : très peu de militants actifs, absorbés dès le départ dans la négociation et la tenue de meetings. Pas de préparation d'une information efficace ni de la base, ni des usines de Dunkerque, ni des autres usines du trust. Doute « a priori » sur les possibilités de compréhension et d'action de la base.

— C.G.T. : Présence constante et agissante de permanents extérieurs à l'usine. Désapprobation active des « explosions » sans même chercher à les canaliser. Déni-

grement systématique de toute initiative extérieure à la C.G.T. (avec le concours de la presse du P.C. « Liberté »). Participation active de délégués de la base, avec choix d'initiatives même violentes, voire illégales.

Globalement : Dès le départ, les trois organisations estimaient que « ça ne pouvait aller loin ». Le gros de l'action a été mené d'emblée en direction du patronat (négociation) et non vers les travailleurs (mobilisation). Chaque syndicat élabore sa stratégie de son côté ; pas de comité de grève, chacun étant persuadé de mieux manœuvrer que l'autre... Aucun syndicat n'a envisagé une extension de la lutte aux lock-outés : « le lock-out est le fait du patron ; mais on attend ses propositions et on accepte de négocier même en dessous de 50 % ». Pas de recherche de revendications unifiantes, ni au niveau de l'usine, ni au niveau du trust. Organisation tardive de la solidarité, collecte faite sans information préalable efficace (4 millions A.F. pour 4.000 travailleurs). Liaison débouchant sur rien avec les autres usines par les U.L. et U.D. ou fédération.

Conclusions

Une réflexion collective plus approfondie est nécessaire (sur des faits, non des théories).

Mais il apparaît que :

— Toutes les interventions menées sur l'usine de l'extérieur pendant le conflit (maos, P.C.M.L.F., A.J.S.) ont été généralement mal comprises et mal reçues de la base, et systématiquement dénoncées par les appareils syndicaux ;

— L'aide extérieure du « Secours rouge », dénigrée au départ, a été acceptée par la base et la population (collectes). L'opération « pommes de terre » proposée par le S.R. aux paysans a eu un succès spectaculaire ;

— Les travailleurs des autres usines se sont estimés mal informés : une action complémentaire de la section P.S.U. aurait été nécessaire (à noter quand même nombreux contacts, discussions, dont deux organisées, propositions parfois aux travailleurs en lutte).

Le problème essentiel reste

Des sections syndicales d'entreprise ont-elles la capacité d'assumer une lutte, quand celle-ci intéresse directement 7.000 ouvriers et est « rattachée » à un trust ?

N'aurait-il pas fallu organiser immédiatement sur une base plus large un « comité de grève », comprenant syndiqués et inorganisés (non limité à une intersyndicale omniprésente et omnipotente ?)

La création d'une « troisième force » dans l'usine (« comité de lutte »), refusant la collaboration avec les syndicats, apparaît à l'heure actuelle volontariste aux travailleurs de l'usine. La base n'entrevoit rien d'autre que de déléguer ses pouvoirs, pas nécessairement d'une manière illimitée, aux syndicats. □

Des femmes et des jeunes surexploités

Jacques Dégardin

La Compagnie générale de constructions téléphoniques à Longuenesse (P.-de-C.), filiale d'I.T.T., emploie 2.700 salariés, pour la plupart des femmes jeunes de 16 à 25 ans. Plus d'un millier de ces jeunes femmes travaillent au rendement ! L'absentéisme journalier se chiffre à 300 ou 400: presque toujours dépression nerveuse, c'est la maladie de la boîte comme la silicose est celle des mineurs !

En s'installant à Longuenesse, la C.G.C.T. a réussi une bonne affaire. Une main-d'œuvre bon marché (différence de 1,40 F avec Paris), docile et qui ne peut s'organiser vu le temps de transport (de 2 à 3 heures parfois) et la dispersion des filles dans tout le département (parfois 100 km pour se retrouver). Cadences ahurissantes... et le patronat prétend que ce mode de production avantage les travailleuses. Pour un rendement de 80 (au câblage, classe 40), les filles touchent 4,95 de l'heure ; pour un rendement de 100, elles touchent 5,50 de l'heure. Une production supplémentaire de 25 %, mais un gain de 11 %... **Le véritable bénéficiaire, c'est le patronat !**

Les nerfs lâchent et le seul remède à ce mal « psychologique » serait d'après la maîtrise garde-chiourme « un régiment de Sénégalais ». Après quelques mois de ce régime, la prise de conscience s'accélère.

Les femmes en grève font peur

Les revendications s'accumulent, concernant le temps de travail, l'organisation du travail, le transport, etc. Le mécontentement éclate.

Le 11 mai, à la demande de leur syndicat C.F.D.T. (seul dans l'entreprise), les filles quittent le travail et descendent pour l'information ! Elles apprennent que leurs camarades d'Espagne à Standard Electric, autre filiale d'I.T.T., subissent le même esclavage : 1.016 mises à pied, et 21 licenciées pour fait de grève. « Le même ennemi, la même lutte. »

Les ouvrières décident la grève, et, face à l'attitude négative du patronat, elle sera générale et illimitée.

● **Le jeudi 13 mai**, seuls les cadres, les mensuels et la maîtrise montent à l'atelier. Le patronat refuse de négocier : « Reprenez le travail ». Ce jour-là, c'est au tour de la direction et de la maîtrise de blanchir (comme la blouse) et de friser la crise nerveuse quand les filles montent pour les huer.

● **Vendredi 14 mai**, 1.500 à 1.800 jeunes femmes défilent dans les rues de St-Omer. L'après-midi même la paye s'effectue normalement.

● **Lundi 17 mai**, voyant leurs « chefs » travailler, une centaine de filles prennent peur et remontent dans les ateliers. L'après-midi, un tract élaboré par des grévistes et des militants du Secours rouge est distribué, une collecte est organisée.

● **Mardi 18 mai**, les cadres qui sont à l'intérieur de l'entreprise matraquent le piquet de grève par derrière ! La direction menace du lock-out ! Les filles résistent au chantage ! Mais la presse bourgeoise s'en mêle, elle relate les diverses informations qu'elle a recueillies... du côté de la direction, et des... Renseignements généraux (très nombreux en cette période de l'année, ils poussent à chaque printemps). C'est la bombe ! On fait état de violences, on discrédite la lutte ! Et des bruits courent (ils ne courent pas tout seul) jusqu'à Paris même : « Des blousons noirs aideraient les filles de la C.G.C.T., un sous-préfet séquestré ! » « Des barricades ».

Dans toute la région, la renommée des filles est faite : de petites pestes, des casseuses « manipulées par des éléments extérieurs à l'entreprise ».

Les ouvrières expliquent alors par tract les faits, leurs revendications, discutent à la sortie des autres boîtes et des lycées.

Les scènes de violence ayant été filmées, la direction prend peur et essaye d'étouffer les bruits.

● **Mercredi 19 mai**, les flics sont là. Les filles ne s'en occupent pas et cadennassent tranquillement les grilles et s'installent devant. Les cars transportant le personnel arrivent. Les grévistes rejoignent les piquets, les autres s'éloignent. Les autres, c'est-à-dire les mensuels, et les cadres, mais aussi des grévistes, intimidées par la vue des flics et les paroles des C.R.S. qui ont arrêté tous les bus, les ont fouillés et ont averti les ouvrières que « leur intervention dépendait de leur sagesse ».

Le directeur, qui voulait sortir, fait constater par huissier l'entrave à la liberté du travail ! Malgré le déploiement des forces policières et les manœuvres de la direction, aucun incident ne se produira. Les grévistes commencent à s'organiser : collectes, piquets de grève, casse-croûte.

● **Samedi 22 mai** : au bout d'une journée de discussions en présence de la direction départementale de la main-d'œuvre, la direction signe un contrat de négociations et accorde une demi-heure d'information payée pour le lundi, pour effectuer un vote qui aura lieu dans la cour de l'usine, portes fermées.

— 20 centimes (prévus au dernier C.C.E.),

— 10 centimes pour le rattrapage avec Paris,

— une commission paritaire de perfectionnement pour étudier le cas des ouvrières ayant plus de cinq années d'ancienneté,

— coût du transport diminué (10 F au lieu de 20),

— un quart d'heure supplémentaire payé pour le personnel de l'atelier satellite venant manger au « restaurant » d'entreprise (ce personnel avait 20 minutes de route pris sur le temps du repas, 45 minutes),

— aire de repos, et infirmerie pour ce même atelier.

Les éléments extérieurs dont personne ne parlait : les flics.

Les portes de l'usine sont fermées. Tout le personnel est réuni dans la cour et attend la prise de parole des déléguées... qui n'arrivent pas. Et pour cause ! trois d'entre elles sont arrêtées à 6 h 30 par des éléments extérieurs à l'entreprise et retenues pour **contrôle d'identité** et photo-souvenir. La première, relâchée assez vite, prévient les déléguées et les filles. Celles-ci décident d'aller les chercher au poste si elles ne sont pas là dans les cinq minutes qui suivent ! Avez-vous déjà vu un R.G. courir ! Les filles sont aussitôt remises « en liberté ».

Pendant ce temps, un cinéaste, et deux camarades du P.S.U. s'armaient de patience. La distribution du tract de soutien à la lutte des grévistes (rédigé avec des grévistes) était sérieusement compromise. Les tracts étaient retenus et gardés plus efficacement que tout l'or de la banque de France, par plusieurs centaines de flics en tenue du dimanche, casque et matraque à portée de la main, fourgons blindés.

Le vote a lieu. Refus de voter avec les mensuels. 705 contre la reprise, 673 pour, 300 à 400 absents normaux, 600 absents : grévistes qui restent chez elles et en profitent pour faire un peu de ménage (la plupart ont en effet double journée de travail). La grève continue... Mais les filles sont bien fatiguées.

Le lendemain, les C.R.S. chargent et matraquent. Les filles se réunissent dans la cour, font le bilan de leur grève, ce qui a marché, ce qui n'a pas marché. Les filles sont déçues, décident de reprendre le mercredi, et de s'organiser efficacement dans leurs ateliers pour imposer leur volonté à l'adversaire capitaliste. « **Ouvrière, le patron a besoin de toi... Tu n'as pas besoin de lui.** » A la reprise, pas de heurt, les filles remontent la tête haute. Elles ont fait la démonstration qu'être femme, c'est

autre chose que les minettes de « Elle » : c'est être consciente de sa situation d'exploitée et se défendre au même titre que les hommes.

Le moral est d'acier. Les ouvrières s'étonnent que la journée nationale d'action ne soit pas suivie dans la boîte et demandent à descendre. De plus, sur plusieurs chaînes, les cadences sont bloquées, pas plus de 80 pour cent de rendement. Dans un autre coin, les filles signent une pétition et exigent un temps supplémentaire pour le mauvais matériel. Temps qu'elles obtiennent ! La prise de conscience chez certaines ouvrières a été formidable et se fait de plus en plus sentir à l'atelier. La direction en est consciente, d'autant plus que ça bouge dans toutes les boîtes filiales d'I.T.T.

Et, pour la première fois, des ouvrières de la C.G.C.T. se sont déplacées pour participer à une manif à Lille (Nord). « Ce n'est qu'un début, continuons le combat. » Pour elles, le mot d'ordre n'est plus vide de sens.

Au cours de la grève, les filles se sont mises en rapport avec Vaugirard, par l'intermédiaire du P.S.U. (un peu tard c'est vrai). Un tract : « Longuenesse ou le complot du silence », a été distribué.

Rien à Paris n'a été entrepris pour populariser et montrer l'importance du mouvement. Il faudra attendre une semaine après la fin de la grève pour que la seule section C.F.D.T. de Vaugirard appelle à une solidarité à retardement.

A Paris, on a beaucoup parlé de ces éléments extérieurs, à St-Omer aussi où les critiques vont bon train derrière le dos des militants P.S.U. (qui, dans leur tract qu'ils ont réussi à récupérer après plusieurs algarades avec les flics, appellent à renforcer les organisations ouvrières !), accusés d'avoir « noyauté » le mouvement. Ces éléments sont ceux qui ont aidé matériellement (collecte du Secours rouge, transport des filles en voitures, ronéotage des tracts). Les incidents ont-ils été provoqués par eux ou par les cadres ?

Pourquoi ce silence complice ? La lutte de Longuenesse n'était-elle pas assez importante ? Alors ?

Il en est peut-être comme pour tant d'autres usines où les luttes des travailleurs sont étouffées, isolées, comme chez Renault où l'on a tout fait pour essayer que l'affaire ne déborde pas le problème des OS. Pourquoi ne pas étendre et populariser les luttes au maximum (pour Longuenesse, c'était la meilleure chance de réussite). Est-ce l'échec des législatives de 1973 qui fait que l'on voudrait déjà éviter d'apeurer les peureux ? □

Chausson

La R.U. à Chausson, c'est l'atelier qui fabrique les carcasses d'Estafette et de 4 L Renault qui sont ensuite expédiés pour la finition à Brissonneau et Lotz à Creil.

Jeudi 3 juin, à 17 heures, les travailleurs de la R.U. sont prévenus par la direction d'avoir à sortir immédiatement c'est-à-dire une demi-heure avant l'heure habituelle.

Vendredi matin, ils sont invités à quitter le travail à midi ; le lock-out doit durer jusqu'à mardi. Ils ne veulent d'abord pas quitter l'atelier, ils parlent d'occupation et de manifestation au travers des ateliers.

Lundi matin. Le groupe Chausson du P.S.U. intervient avec un tract sur Gennevilliers et Asnières, exigeant la fin du lock-out, le paiement intégral des salaires, la non-récupération des voitures per-

Les travailleurs de la R.U. ont gagné



Chaligny

dues et appelant à soutenir les formes de lutte que se donneront les travailleurs.

A midi, la C.G.T. sort un tract en catastrophe sur Gennevilliers seulement avec une plate-forme minimale.

Mardi. Les travailleurs lock-outés rejettent les propositions de la direction, se mettent en grève et obtiennent l'appui d'autres ateliers (forges) qui débrayent également.

La direction est obligée de céder. Elle paye intégralement la semaine précédente. De plus, elle verse une indemnité de 150 F non hiérarchisée pour la journée de lock-out et les deux journées de grève, ce qui ne s'était pas vu depuis 1947.

Cette victoire dans une lutte de type défensif doit donner confiance aux travailleurs de Chausson. Ils doivent maintenant contre-attaquer contre le projet de la bourgeoisie sur l'industrie automobile, Renault en particulier : doubler la capacité de production du trust Renault, pour augmenter les exportations, ce qui implique la prise de participation dans Chausson et Brissonneau et Lotz, en plus de l'augmentation de la capacité de production de Cléon et Sandonville.

Ce qui se traduira pour les travailleurs par l'augmentation des cadences et des horaires, la détérioration des conditions d'hygiène et de sécurité.

A partir de ce succès tous les efforts doivent tendre vers une mobilisation de masse des travailleurs de Chausson. □

438 travailleurs occupent leur usine

Vendredi, le P.-D.G. des tricoteriers de Chaligny avertit le personnel que l'entreprise doit fermer fin juillet (la SEDE Lorraine par contre a été avertie depuis quinze jours). Les 438 travailleurs (dont 411 femmes) doivent être licenciés — alors qu'aucune mesure de reclassement n'a été prévue.

Immédiatement, les travailleurs se mobilisent et refusent la fermeture. Ils décident — à l'unanimité — d'occuper l'usine (la CGT est majoritaire).

La section PSU de Chaligny-Neuves-Maisons a réagi immédiatement pour informer la population et organiser la riposte.

Les travailleurs en ont assez des promesses électorales (Chaligny est dans la circonscription de Servan-Schreiber). Seule la lutte permettra de s'opposer à la fermeture des tricoteriers ! □

Hôpital H. Mondor (Créteil)

Bilan d'un mois de grève

Si une lutte aussi dure : grève administrative, grève du zèle, occupation des consultations et du bloc administratif, c'est-à-dire, un ensemble d'actions sortant de la légalité, a pu durer aussi longtemps, c'est que la situation est particulièrement mauvaise dans cet hôpital neuf.

En effet, les conditions de travail deviennent insupportables avec un personnel de moins en moins nombreux (l'absentéisme lié à ces conditions atteint un chiffre record, et, bien entendu, aggrave encore la fatigue du personnel restant). Les infirmières assurent la surveillance et les soins de malades de plus en plus nombreux, très difficiles sur le plan technique, et ceci au détriment de la fameuse « humanisation » des hôpitaux.

Le personnel ouvrier (avec la masse des réparations et des modifications à faire... et que l'architecte n'a pas effectuées), le personnel administratif, surchargé de paperasse, ne sont pas mieux lotis. Si on ajoute en plus un directeur obsédé par la rentabilité et qui pousse à la surcharge et aux cadences accélérées, on comprend que la CFDT a vite rencontré un appui de l'ensemble du personnel (malgré l'hostilité des autres syndicats) dans sa proposition d'action dure.

Les aspects positifs sont à souligner d'abord :

1. - Les formes d'organisation : à partir d'assemblées de service (là où elles ont été possibles) et d'atelier, l'assemblée générale quasi quotidienne a pu respecter, avec les délégués de ces assemblées de base, la volonté globale des travailleurs. Le comité de grève, réunissant syndiqués et non-syndiqués, a pu fonctionner sous le contrôle constant de l'assemblée, le syndicat appuyant à fond le comité.

2. - La prise de conscience politique : la section d'entreprise constamment présente dans la lutte par tous ses militants, et en popularisant la grève par un journal fait en commun avec la section locale, a joué un rôle important, mais en fait c'est la lutte elle-même qui a le plus fait progresser les travailleurs : un combat illégal est possible, la démocratie de masse est possible.

Ces acquis vont être décisifs pour la suite du mouvement.

3. - Les résultats : sur des points importants, et sans qu'il y ait eu négociation, la direction a reculé : ouverture d'un crédit important pour la crèche, ouverture du bureau d'embauche avec possibilité de titularisation secondaire du personnel recruté, etc. Mais, bien sûr, ils sont en deçà des aspirations des travailleurs. Mais la lutte paie, et il fallait pouvoir le montrer.

Mais à côté des aspects positifs, les aspects négatifs doivent aussi être mis en balance :

— Insuffisance de liaison avec les élèves-infirmières en grève, et insuffisance de la solidarité des autres hôpitaux (qui n'ont pratiquement pas bougé).

— La suggestion faite par la section d'entreprise d'un comité de soutien de la population de Créteil, par la faute en partie des militants de l'entreprise qui n'ont pas fourni tous les éléments pour alimenter une vaste campagne populaire de soutien, n'a pas pu être concrétisée sérieusement.

— La répression interne à l'hôpital (intimidation, chantage, intervention de quelques « patrons » du côté de l'administration, etc.) se développe dangereusement, avec des capacités de riposte encore insuffisantes.

Mais globalement, cette longue grève a permis une avancée politique, et aussi un fait important : un seul syndicat peut parfaitement, sans attendre les autres, à condition qu'il développe une ligne de masse, proposer, et animer, en s'effaçant devant les structures démocratiques, une grève dure et longue. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

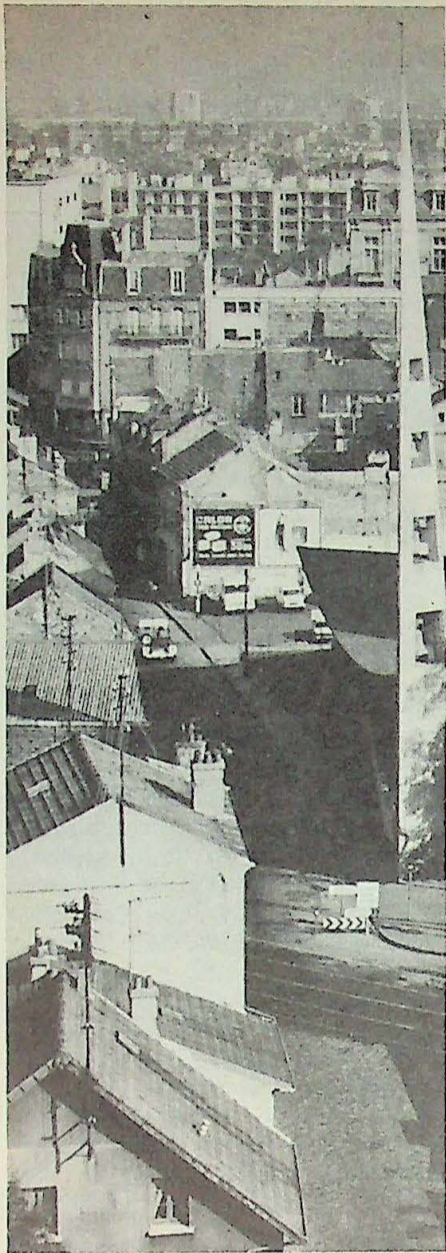
6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)

C.C.P. Paris 58.26.65



Étouvie ne deviendra pas une nouvelle Courneuve

Une Association de locataires obtient la mise en place de deux commissions paritaires ayant pouvoir de décision, d'une part sur la gestion des charges et d'autre part sur le devenir de la Cité. Cette innovation, qui pourrait avoir un retentissement considérable si d'autres associations de locataires emboîtaient le pas, résulte de la naissance d'une action de masse et du cheminement commun d'idées, vers une cogestion qui n'était pas l'objectif initial.

Cette réalisation nous intéresse à plus d'un titre :

D'une part, elle constitue une expérience unique qui ouvre la voie au contrôle des organismes exploités par les intéressés eux-mêmes et cela au niveau du logement ; et d'autre part, parmi les nombreux adhérents et les membres du Conseil d'administration on trouve des sympathisants et des militants P.S.U.

Naissance d'une action de masse

Le mouvement est né en décembre 1970 au moment où les locataires reçurent une note de la Société leur réclamant des suppléments de charges. Ces rappels s'échelonnaient jusqu'à 170 000 AF payables en trois mois maximum.

Le malaise ressenti jusqu'alors par l'insuffisance d'aménagements socio-éducatifs et sportifs, par l'éloignement de la ville, les loyers élevés, etc., se transforma brusquement en un vif mécontentement.

Mais notre majorité « silencieuse » habituée à courber l'échine, semblait disposée à s'embourber dans des récriminations individuelles et négatives. C'est alors, que sous l'impulsion de quelques-uns, fut ressortie la vieille association des locataires qui permit alors de canaliser le mouvement. La cohésion se fit et le principe même d'une action de masse était créé. Le rapport de force était renversé en faveur des locataires dont un grand nombre bloquèrent leur rappel de charges sur le compte de l'Association.

Un choix

A ce moment, deux voies s'ouvraient aux locataires : soit intensifier le blocage financier et déclencher une épreuve de force en exigeant de la Société un certain nombre d'avantages matériels immédiats et des garanties sur l'environnement, soit fort du nouveau rapport de force : ouvrir des négociations et discuter point par point.

La première solution fut repoussée, car elle obligeait à mettre les locataires en situation illégale mais surtout la lassitude qui aurait engourdi

le mouvement l'aurait vite conduit dans une impasse, avec d'une part un conseil d'administration en situation extrémiste et d'autre part une masse se démobilisant progressivement : aspect classique d'une lutte pseudo-démocratique déviant vers un bureaucratisme extrémiste négatif.

Au contraire, l'ouverture de négociations et une information régulière ont permis d'établir une participation soutenue et un climat propice à l'obtention de résultats rapidement positifs.

L'exploitation des locataires

Nous ne parlerons pas des erreurs de calcul qui furent rapidement découvertes dans la comptabilité de la Société anonyme d'H.L.M. ni de l'état lamentable dans lequel se trouvait sa gestion, pour ne retenir que le point essentiel :

Cette société dont les statuts stipulent qu'elle est sans but lucratif est une émanation de la Chambre de commerce locale. Elle fonctionne grâce à des capitaux qui proviennent d'une part du 1 % patronal (taxe sur le logement), et d'autre part (et pour la plus grande partie) des subventions de l'Etat dans le cadre du budget logement pour le V^e Plan. Mais ladite société, à but non lucratif, confie tous ses travaux (construction, chauffage, ascenseurs, pelouses...) à des sociétés privées qui, elles, sont à but lucratif, et elles ne se privent pas : réalisant des bénéfices exorbitants et jouissant d'avantages financiers scandaleux.

Aussi la Société anonyme d'H.L.M. ne constitue qu'un intermédiaire entre des sociétés privées et les locataires exploités et tout ceci grâce à des capitaux de l'Etat.

S'il fallait encore en rajouter, nous dirions simplement que le fondé de pouvoir de l'une des sociétés privées sous-traitantes fait partie du Conseil d'administration de la Société d'H.L.M. Il se passe à lui-même des contrats fort avantageux !

Les négociations

Autant dire que les locataires se heurtèrent à forte partie. Ils travaillèrent ferme et étudièrent sérieusement les bases sur lesquelles porteraient leurs revendications. Si bien que peu à peu on vit disparaître du langage de la Société d'H.L.M. des arguments tels que : « Si vos appartements sont humides, ouvrez les fenêtres » ou bien « S'il ne fait pas assez chaud dans votre appartement fermez les portes » ou bien « Si vous n'êtes pas contents : déménagez ».

Les contacts se multiplièrent et c'est peu à peu que vint l'idée que la gestion des charges ne saurait être mieux réalisée que par les locataires eux-mêmes. Entre-temps, ils obtenaient le logement de locataires dont l'appartement avait été jugé insalubre par un huissier mandaté par l'Association.

Un événement extérieur vint accélérer le mouvement. La municipalité U.D.R. dut laisser la place à l'Union de la gauche (sans le P.S.U. qui soutenait la liste mais avait refusé de s'y insérer en raison de divergences locales). Bousculée par ce nouveau coup, la Société d'H.L.M. accepta définitivement un compromis qui réalisait la gestion paritaire des charges locatives et une commission paritaire ayant pouvoir de décision sur le devenir de la cité.

Signification politique

La signification politique du mouvement ne semble pas avoir été une préoccupation majeure et pourtant, nous sentons tous qu'elle est en fait le terme dominant des problèmes des locataires. Pourquoi ce mutisme ? Des militants et sympathisants P.S.U. auraient pu intervenir très directement en mettant en avant leur étiquette politique, mais c'eût été vraisemblablement une erreur. La grande masse, en effet, celle que nous voulions toucher est profondément dépolitisée et même elle ressent vis-à-vis de tout engagement politique un sentiment de crainte ou de méfiance savamment entretenu par le grand capital.

Nous avons préféré apporter à la population des éléments de réflexion grâce auxquels elle a pu choisir en toute liberté, et il semble que nous avons gagné. En effet, dans notre secteur qui n'a pas a priori de vocation politique bien marquée, la liste d'Union de la gauche a obtenu 70 % des suffrages correspondant au plus fort pourcentage enregistré dans toute la ville d'Amiens.

Cette expérience tend à prouver, s'il en était besoin, que le socialisme ne peut avancer que dans le respect des lois démocratiques les plus élémentaires, c'est-à-dire libre choix en fonction d'une information claire et valable.

Dernière minute

Les premières réunions de la commission paritaire de gestion ont déjà eu un résultat positif. Les locataires ont obtenu de la société de chauffe et sous la menace d'une rupture de contrat, une indemnisation de plusieurs millions d'A.F. Cette somme permettra de rembourser en totalité les locataires qui avaient bloqué leurs charges sur le compte de l'Association des locataires.



Vers la victoire du socialisme une priorité : le secteur entreprises

Volokhine - groupe entreprises T.R.T. Philips - C.N.E. - signataire du texte 6

Les T.S. spéciaux contenant les textes des A.O.P. et les propositions d'orientation ont mis à la disposition des militants du parti un matériel de réflexion important.

Les analyses politiques qui sont contenues dans les six propositions font toutes références aux textes des A.O.P., et si elles en tirent des orientations divergentes ou contradictoires, il faut bien voir que ces divergences et ces contradictions existaient dans les matériaux fournis par les A.O.P. Cette situation semble parfaitement normale, puisqu'elle reflète l'expression des différents courants qui existent dans le parti.

L'existence de six textes d'orientation doit permettre aux militants de choisir pour le parti la meilleure voie possible pour la réussite de notre projet révolutionnaire.

Malgré ce que disent certains militants, je ne pense pas que cet affrontement sur des orientations, conduite à un éclatement du parti. Au contraire le parti se trouve à une étape, il a besoin de clarifier sa stratégie, un unanimité de façade conduirait à une cassure du parti, car derrière cette façade les fractions et les tendances pourraient s'organiser et se structurer en toute tranquillité.

Ceux qui aujourd'hui veulent cacher à tout prix derrière l'unanimité les divergences stratégiques, en brandissant l'épouvantail de l'éclatement du parti, seraient probablement les premiers à s'organiser en fractions pour faire triompher leur politique à l'intérieur du parti.

Certains camarades ont mal compris nos propositions sur l'organisation du secteur entreprises et du travail politique que les militants du parti doivent faire dans les syndicats.

Pour nous, l'organisation du secteur entreprises est prioritaire, parce que nous faisons le choix politique d'attaquer en priorité le capitalisme dans le secteur de production et parce qu'il permet le changement de la base sociale du parti.

C'est pourquoi nous proposons une priorité absolue à la création de sections d'entreprises disposant de l'autonomie politique complète ; cette création de sections d'entreprises devant être automatique dès qu'il y a 5 militants du parti dans l'entreprise. En dessous de cet effectif, nous proposons la création de groupes d'entreprises, dont l'animation et l'action doivent être coordonnées au niveau fédéral du secteur entreprises.

Le secteur entreprises doit être structuré verticalement, ce qui veut dire pour nous : création de collectifs politiques du secteur au niveau de chaque fédération (qu'elles soient départementales ou régionales), et existence au niveau national d'une commission nationale entreprises qui doit être une véritable direction politique du secteur.

Bien entendu, il faut doter le secteur entreprises, tant au niveau des fédérations qu'au niveau national, de moyens techniques et financiers ; il faut au niveau national avoir un permanent du secteur avec des moyens de secrétariat. Ces mêmes moyens doivent être progressivement dégagés au niveau des fédérations.

Toutes les directions du secteur seront désignées par les militants du secteur en fonction de règles précises et démocratiques. Ces directions devront recevoir l'accord de la direction du parti et travailler sous son contrôle. Avec une telle organisation, le secteur entreprises devrait permettre au parti de s'implanter plus largement dans la classe ouvrière, ce qui lui donnera les moyens politiques de combattre avec plus d'efficacité les courants réformistes.

Le combat contre le capitalisme mené par le parti prendra alors une nouvelle dimension, et l'efficacité qui en résultera amènera un nombre considérable de travailleurs sur des positions révolutionnaires, étape indispensable pour élever le niveau de conscience de la classe.

En faisant ces propositions d'organisation du secteur, nous avons concilié l'autonomie politique indispensable du secteur, avec la nécessaire centralisation de l'organisation de la lutte au niveau des directions du parti, qui ont pour mission d'influencer et de coordonner l'ensemble des luttes anticapitalistes, en fonction des axes stratégiques que le parti s'est donnés.

Nous pensons également que l'organisation proposée garantit un fonctionnement démocratique du secteur, renforcé par des directions collégiales, contrôlant le ou les permanents du secteur.

Au sujet de la question syndicale, on nous a reproché d'être imprécis, voire même accusés de mettre sur le même pied le syndicat et le parti. Pour nous le syndicat et le parti ont des tâches différentes, tant dans le processus des conquêtes du pouvoir que de son exercice dans le cadre d'une société socialiste.

A l'heure actuelle les syndicats sont des organisations de la classe, qui défendent essentiellement les revendications économiques de la classe ouvrière. Les courants réformistes y sont majoritaires.

Il appartient aux militants du parti de développer sur le plan idéologique et politique une lutte constante pour orienter le mouvement syndical vers des perspectives révolutionnaires. Ils doivent le faire sans pour autant organiser des fractions à l'intérieur des syndicats, et sans remettre en cause leur rôle de défense des acquis de la classe.

L'élément important de la lutte contre les courants réformistes qui contrôlent les syndicats, c'est bien entendu l'axe du contrôle ouvrier, notamment au niveau des revendications qualitatives mettant en cause le pouvoir patronal, à l'intérieur des entreprises, et en ce qui concerne la conduite des luttes, qui doit être soumise au contrôle démocratique de l'assemblée des travailleurs. □

Le temps du courage

Colombani

Si, comme le socialisme, la clarification passe par l'abondance, les militants sont bien servis, et le socialisme vole vers la victoire.

Six textes, onze tribunes libres sans compter celle-ci et les autres qui l'accompagnent.

Le tout à trois semaines du Congrès, de telle sorte que la plupart des sections ne disposeront que d'une partie des éléments de décision au moment de mandater leurs délégués.

Les instances du parti saisies, ce n'est plus le lieu de discuter des textes. Il est encore temps par contre de s'interroger sur leur pourquoi ; et sur les raisons de notre détermination.

Ce qui a guidé notre choix du texte 4 et ce qui fixera notre position dans les congrès, c'est notre volonté de convaincre le parti et ceux que nous déléguons à sa direction de sortir de l'ambiguïté et de la confusion. Dans cette voie le texte 4 pose des questions claires sur les cas précis qui font problèmes.

Et s'il n'est pas absolument le seul, on peut citer le texte 6, à apporter des réponses également claires et précises, il était bien le premier à révéler ce souci. Il est vrai qu'il vaut mieux être nombreux sur les chemins de la vérité.

Dès lors ce que nous devons attendre des militants c'est qu'ils mandatent leurs délégués afin qu'ils soient aussi clairs dans leurs décisions que sont claires les questions posées, particulièrement dans le texte 4.

Elles s'efforcent de définir, sans cette littérature dont nous sommes si friands, les points fondamentaux qui sont au centre des débats dont la permanence et la confusion détruisent notre parti.

Il s'agit :

- de la situation et de l'évolution de la société dans laquelle nous vivons ;
- de l'orientation et du comportement du mouvement syndical ;
- du rapport du parti avec les mouvements de masse ;
- des relations du parti avec les autres forces politiques de la gauche socialiste ;
- du problème réel de la prise du pouvoir ;
- des structures du parti et de ses mœurs internes.

Et au regard de ces questions, le texte 4 propose des réponses qui doivent permettre au congrès d'adopter des résolutions telles :

- qu'elles dotent le parti d'une stratégie dont l'absence est ressentie par tous ;
- qu'elles instituent l'outil solide qui permettra la mise en œuvre de cette stratégie.

C'est là l'objectif, car c'est le sens d'un congrès destiné à apporter une véritable clarification qui ne serait pas seulement appelée du bout des lèvres par des textes nourris d'arrière-pensées.

Nous devons donc combattre partout où nous serons délégués, pour parvenir à des décisions excluant tout accord honteux, tous malentendus complices enrobés de verbalisme de façade et d'unanimité de circonstance.

C'est dire que nous devons être résolument opposés aux spécialistes du triomphalisme, aux autosatisfaits permanents, comme aux hérauts de l'unité à tout prix.

Sans doute, parmi les militants de moins en moins sont-ils disposés à accueillir avec sérieux les textes inspirés d'exotisme révolutionnaire ou de passéisme sans imagination. Alliés ou adversaires, selon les besoins, ils sont également stériles et dangereux.

Mais ce danger est limité par leur audace, bien moindre que celle de nos

camarades qui appréhendent la clarté tenue comme une source de divisions, lui préférant le mythe de l'unité interne du parti, même si elle doit être génératrice de confusion.

C'est pourquoi ce congrès doit être aussi placé sous le signe du courage, si nous croyons encore à notre avenir, et si nous voulons que le P.S.U. réunisse les forces nécessaires pour participer au combat pour le socialisme.

Pour cela, sur quel texte compter sa voix ?

Sur ceux qui dans leur intégrité première, ou au besoin dans les aménagements qui y seront apportés par amendements, refuseront tous les compromis qui affecteraient la clarté de la réponse et la rigueur des décisions qui en découleront.

C'est cela qui doit faire l'objet de notre attention vigilante. Aucun compromis ne peut plus être possible hors clarté et rigueur.

C'est ainsi que le texte 4 et le texte 6 par leurs convergences nombreuses pourraient s'enrichir mutuellement du fruit de ces réflexions collectives, quoique séparées, et dont le parallélisme d'élaboration a dû surprendre plus d'un militant.

Combien de camarades, qui se comptent sur le 6 auraient pu se compter sur le 4 qui l'a précédé.

Mais là encore, il faut être vigilant à l'égard du compromis négatif, et stérilisant qui pourrait s'élaborer.

Qu'aucun texte ne devienne le véhicule de tels compromis qui pourraient se dissimuler sous certaines similitudes de réflexions ou de propositions telles celles du Rhône.

La tentation du compromis, c'est le choix de l'immobilisme, à nouveau et pire qu'hier.

Car des résolutions qui seront votées sortiront les hommes qui seront chargés par nous de mener l'action du parti.

Et les hommes d'une direction politique sont aussi importants, sinon plus, que les idées qu'ils sont mandatés pour mettre en œuvre.

C'est pourquoi la désignation d'une équipe cohérente sur un mandat précis est inséparable d'un choix politique clair, et que le choix politique doit être fait précisément pour aboutir à cette équipe cohérente.

Ce dont notre parti a besoin, c'est de mouvement plus que d'agitation, de clarté même sévère plus que de confusion complaisante, et d'une colonne vertébrale ferme plus que d'un ventre mou.

C'est pourquoi le congrès ne peut comporter que des compromis honnêtes issus de discussions loyales, et quoi qu'il advienne c'est finalement le moindre risque, toute autre voie n'assurant qu'une survie artificielle et probablement brève, ne marquant que le début d'un sursis.

C'est donc bien, pour tous, le temps du courage. □



Le P.S.U. et la montée des luttes dans l'Ouest

Jean Gautier et d'autres militants de Loire Atlantique

La grève des Batignolles n'a pas été un accident dans l'Ouest.

La grève de Thomson à Angers, la lutte des ouvriers de Sambron, à Pontchâteau, la grève des O.S. du Mans, les actions des paysans par exemple à Entremont et à Orvault, montrent qu'une partie des travailleurs de l'Ouest entre de plain-pied dans la lutte anticapitaliste.

Le premier bilan politique des Batignolles publié dans le N° 0 de l' « Outil » est clair : Le manque de démocratie dans la lutte et l'absence de coordination au niveau du trust ont été les causes des limites du mouvement « il aurait fallu que les propositions de la C.F.D.T. soient faites non à l'intersyndicale qui les refusait, mais aux travailleurs. »

Chez Sambron, qui baissait les salaires de 15 %, les ouvriers ont bloqué les expéditions de produits finis, barré la route et après un lock-out d'un mois, occupé l'usine.

Les O.S. du Mans, deux mois après la signature d'un contrat, ont engagé le combat contre la cotation par poste, ils ont refusé un premier compromis jugé acceptable par Sylvain de la C.G.T. et par l'Huma.

A Entremont, les paysans ont soutenu activement la grève des ouvriers de l'entreprise laitière. A Orvault, 300 paysans ont labouré les terres d'un cumulard malgré ses coups de fusil.

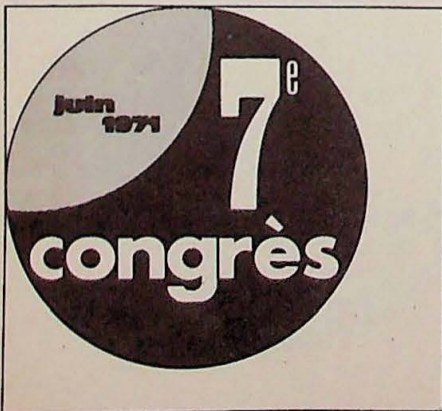
A Chateaubaud, face à une entreprise laitière, les paysans ont déclaré : « pour produire tant de lait, il faut tant d'heures de travail, payez-nous notre travail ». Ils ont fait capituler le patron.

A la Colarena (coopérative laitière de Nantes) les syndicats agricoles ont soutenu la grève des ouvriers qui, grâce à eux, ont remporté la victoire au bout d'une journée. Un mois après les paysans déposaient leurs revendications formulées comme à Chateaubaud et obtenaient satisfaction.

Nous disions à Dijon : « C'est sur le lieu de travail que les forces populaires doivent mener prioritairement la bataille puisque c'est là que s'exprime fondamentalement la puissance de leur adversaire. » Nous venons de voir que c'est là que se généralisent récemment les actions de masse parfois violentes ; « pour être positive la violence doit être portée par la masse ou du moins par une partie importante des travailleurs en lutte ». (Bilan de la 2^e A.O.P. des pays de Loire.)

Cependant nous avons vu que ces actions ont connu leurs limites. On peut, de plus, se demander si notre parti a tout mis en œuvre pour y jouer son rôle.

1 - Partout nous pouvons promouvoir la conduite des actions par les assemblées de travailleurs. Dans T.S., Fredo Krumnov déclare : « Cette capacité des travailleurs d'être réunis en assemblées collectives pour discuter de leurs revendications, des objectifs à poursuivre et de l'action à mener, c'est un processus qui va plus loin que l'action syndicale classique... c'est là que je situe l'intervention politique. »



2 - Dans ce but, sur chaque lieu de travail, l'action des militants révolutionnaires doit être commune, qu'ils soient à la C.F.D.T., à la C.G.T., ou non syndiqués.

3 - Les noyaux P.S.U. à l'Intérieur des entreprises peuvent, en toute autonomie par rapport aux sections locales, faire des propositions et prendre position. Leur action ne saurait se limiter ni à l'action nécessaire à l'intérieur des syndicats (contre le réformisme et pour la démocratie par les assemblées générales de travailleurs) ni à la répercussion de slogans extérieurs. Ils peuvent contribuer au développement des luttes de masse à la constitution de regroupements des militants combattifs quelle que soit leur appartenance.

4 - Une coordination de ces noyaux est nécessaire sur le plan de la ville et de la région pour leur permettre de confronter leur pratique dans l'entreprise et dans les syndicats.

5 - Dans le système capitaliste, le syndicalisme est, dans la plupart des cas, contraint d'envisager un débouché pratique aux luttes ouvrières. Il ne peut éviter d'apparaître comme un appareil de négociation. La bourgeoisie joue sur cette nécessité pour tenter d'intégrer les syndicats à ses propres perspectives : contrats de progrès, intéressement, etc. Elle cherche à substituer la collaboration à la lutte des classes.

Le syndicat peut refuser de jouer ce rôle, mais, contraint de s'engager dans de nécessaires négociations, son appareil a tendance à étouffer des actions révolutionnaires devenant ainsi sclérosant et récupérateur.

Il ne s'agit pas d'ériger en principe le thème « syndicats = collabos », les militants du P.S.U. ne peuvent pas négliger l'importance et la signification des luttes menées par la classe ouvrière pour se donner les organisations indispensables à son action, à sa réflexion collective. Ils savent qu'à l'intérieur des syndicats, des militants ouvriers et paysans mènent actuellement une lutte révolutionnaire. Mais ils ne peuvent pas non plus négliger les risques de déviation que le mouvement syndical porte en lui. La situation du syndicalisme anglo-saxon est là pour rappeler que la récupération ne relève pas de l'utopie.

La critique permanente et publique des actions et orientations syndicales n'est pas facultative ; elle représente une nécessité constante, tant pour le mouvement révolutionnaire que pour les militants syndicaux eux-mêmes. Ces derniers doivent non seulement l'accepter mais la susciter au besoin s'ils veulent éviter de devenir des bureaucrates.

Les groupes d'entreprises P.S.U. n'ont pas à préparer la naissance de « syndicats rouges ». Ils n'ont pas non plus à « coloniser » les syndicats pour en faire des « courroies de transmission » du parti. Liés aux luttes de base, aux actions de tous les travailleurs, y compris des non syndiqués, ces groupes d'entreprises doivent agir pour que ces luttes soient élargies au maximum et qu'elles remettent effectivement en cause la nature du pouvoir patronal et d'Etat.

6 - La coordination des luttes peut être l'œuvre des révolutionnaires : Nous devons constituer des comités de soutien aux luttes chargés de leur apporter un appui matériel et politique (faire connaître à la population de la ville ou de la région les objectifs des travailleurs et leurs modes de luttes).

7 - Des bilans politiques des luttes peuvent être tirés par les travailleurs révolutionnaires eux-mêmes : Deux organes sont maintenant entre leurs mains pour cela : « Paysans en lutte » et « l'Outil ». Celui-ci a pour visée fondamentale de servir de trait d'union entre les militants des entreprises, P.S.U. ou non. Il présente sans doute quelques défauts mais nous avons besoin d'un organe de ce genre. □

Pour une lutte révolutionnaire des minorités ethniques

Brest

Le P.S.U. reconnaît l'existence des minorités ethniques vivant en France, minorités régionales, travailleurs immigrés et gitans. Il se déclare solidaire des luttes pour leur liberté d'expression.

L'évolution du capitalisme, le développement des mouvements sociaux en province, la création d'organisations régionales révolutionnaires, font apparaître de nouvelles possibilités de luttes. Mais il est compréhensible qu'aujourd'hui encore de nombreux travailleurs et de nombreux militants du P.S.U. estiment ces revendications dépassées, ou conservatrices, et il ne s'agit pas de convertir l'ensemble du parti à un régionalisme folklorique.

Pourtant l'acharnement constant du pouvoir central, féodal, puis bourgeois, à combattre tout particularisme ethnique au nom de l'unité française suffirait à prouver l'existence des minorités. Mais elles doivent elles-mêmes montrer que leur revendication, loin de s'opposer à la construction du socialisme, peut être un moyen de la lutte révolutionnaire. L'exercice du pouvoir par les travailleurs dans une société autogérée posera inévitablement ces problèmes. Si nous voulons changer la vie, établir des rapports sociaux égaux, nous devons accepter les différences entre groupes humains, les vouloir solidaires et complémentaires.

Le P.S.U. décide d'ouvrir un large débat dans la presse du parti et convoque une conférence inter-ethnique des militants du P.S.U. en décembre 1971, afin d'élaborer des positions plus détaillées et des propositions d'actions. Des contacts seront pris avec les militants révolutionnaires des autres organisations et d'autres pays.

Les minorités régionales doivent mener la lutte anticapitaliste en même temps que la lutte culturelle, sans séparer l'une de l'autre.

A - Le sous-développement régional

Le mécanisme du sous-développement régional est bien connu. Expression géographique de la lutte des classes, il est le résultat des déséquilibres nécessaires au développement du capitalisme. La responsabilité des bourgeoisies locales dans cette situation est très grande et doit être constamment dénoncée.

Mais aujourd'hui, le monde entier est dominé par l'impérialisme des Etats-Unis, et les bourgeoisies nationales et locales n'en sont que des rouages plus ou moins bien intégrés. Il n'y a donc qu'une seule lutte de classes, qu'une seule solidarité des travailleurs contre le capitalisme dans son stade de développement impérialiste. C'est dire qu'en France, il n'y a aucune opposition, entre les travailleurs parisiens, provinciaux et ceux des minorités ethniques.

Toutes les régions françaises sont soumises au déséquilibre économique en sous-développement ou en surdéveloppement, amplifiés par les déséquilibres européens et mondiaux. Certaines régions cumulent toutes les caractéristiques du colonialisme quand le sous-développement économique entraîne l'oppression d'une culture naguère florissante et populaire.

Pourtant l'analyse du sous-développement économique régional dans le cadre de l'impérialisme mondial remet en cause la notion de colonialisme intérieur ou régional. Le slogan « Décoloniser la province » a permis une large prise de conscience de la situation économique, mais n'a pas mobilisé le parti dans l'action, ni les travailleurs.

Dans la conscience populaire, le colonialisme ne s'applique pas à la France et les parallèles avec les pays du tiers-monde ont une limite. Le colonialisme suppose un peuple colonisé s'opposant à un peuple colonisateur dans une lutte de libération nationale, avec alliance de classes dans chaque peuple. Or, personne en France ne se considère colonisateur d'une région au même titre que de l'Algérie par exemple, mais chaque travailleur connaît bien la solidarité de tous les patrons du pays. L'adjectif intérieur ou régional ne change rien au problème.

La lutte contre le capitalisme dans son

stade de développement impérialiste supprime toute alliance possible avec les bourgeoisies locales et fait passer au second plan les revendications territoriales sans pour cela en nier l'importance. La revendication ethnique doit s'appuyer beaucoup plus sur la conscience des travailleurs d'appartenir à une communauté humaine enracinée dans une culture populaire, que sur la reconnaissance de frontières historiques.

Le sous-développement ne peut être vaincu que par le plein emploi des hommes et des richesses de tout le territoire en vue de satisfaire leurs besoins. Tous les travailleurs de France sont concernés par cet objectif, qu'ils soient membres ou non d'une minorité ethnique. Les migrations doivent être limitées et volontaires.

Les propositions du parti en matière régionale doivent être réexaminées attentivement et précisées ou modifiées car elles comportent un risque de récupération. S'il est vrai que nos propositions paraissent incompatibles avec l'orientation actuelle du pouvoir et sa volonté centralisatrice, cette situation peut évoluer dans la mesure où la pression régionale populaire ira en augmentant. Il est trop rapide d'affirmer que la régionalisation ne peut être que progressiste et anticapitaliste. L'Allemagne fédérale est un exemple. Il est possible donc que la bourgeoisie, pour maintenir sa domination, soit obligée de réviser sa position et décide de faire gérer la pénurie par les intéressés eux-mêmes (nouvelle possibilité d'intégration de la classe ouvrière dans le cadre de la participation). Dans le meilleur cas on pourrait obtenir une démocratie avancée régionale, ce qui est contradictoire avec notre orientation. De plus nos propositions restent faibles en ce qui concerne l'élaboration et le contrôle du plan régional par les travailleurs. On connaît les pouvoirs de l'actuel conseil économique et social national.

B - La lutte culturelle

La culture française n'est pas à mépriser ou à détruire mais le capitalisme l'utilise pour le conditionnement idéologique dont il a besoin pour assurer sa survie. L'analyse est bien connue. La libre expression des minorités ethniques est une mise en question de fait du nivellement des individus.

Les travailleurs peuvent-ils se mobiliser pour défendre leur dignité à partir de modes de vie et d'expression qu'ils s'inventent en prenant appui sur leurs traditions ? Nous sommes loin de la défense des valeurs traditionnelles, du retour à l'ancien temps. Cette orientation nécessite le combat quotidien de l'exploitation commerciale d'un folklore figé.

Comment intégrer précisément la lutte culturelle ?

C'est à partir des propositions de l'ensemble du parti sur la société socialiste à construire que les militants des minorités ethniques trouveront le point d'appui nécessaire au développement de leur lutte. Ce sera le but de la conférence inter-ethnique.

LE COMBAT REGIONAL

1 - Bretagne : « Colonie »

La situation économique de la Bretagne est caractérisée par la faiblesse des salaires, un sous-emploi important et permanent, qui imposent le départ de nombreux jeunes vers les régions industrialisées, des secteurs économiques traditionnels (agriculture, pêche...) retardataires, une industrie très faible et peu évoluée.

A ces transferts d'hommes, de capitaux et de valeurs s'opèrent au profit principalement de la région parisienne s'ajoute une subordination administrative, économique et politique quasi totale à Paris.

Enfin de nombreuses entraves ont été et continuent à être apportées au développement de la culture populaire bretonne et à l'usage de la langue bretonne.

Tout cela fait que la situation de la Bretagne s'apparente à une situation coloniale.

2 - Colonisation régionale

La situation économique, culturelle et politique de la Bretagne présente certaines similitudes avec ce qui était et ce qui est bien souvent encore la situation de nombreux pays du tiers-monde. C'est ce qui permet de dire que la Bretagne est une colonie.

Mais la situation de la Bretagne présente des différences très nettes avec ces mêmes pays du tiers monde : niveau de scolarisation, absence pratiquement complète de racisme...

De plus, les autres régions françaises sont placées dans la même situation que la Bretagne, même si cela n'est pas toujours aussi net.

De ce fait, il s'agit là d'un colonialisme intérieur à la France, d'un colonialisme régional.

3 - L'exploitation de la région par le capitalisme

Dans ce colonialisme intérieur, qui est le colonisateur ? Cela a d'abord été le pouvoir central politique. Puis depuis l'avènement de la révolution industrielle, c'est le capitalisme.

Celui-ci exploite d'abord, et c'est le plus important, le travailleur sur son lieu de travail. Mais les formes d'exploitation sont maintenant complexes. Les travailleurs sont exploités aussi dans leur cadre de vie. Ils le sont aussi globalement au niveau de la région.

C'est pourquoi le combat régional — ce combat qui doit viser à la suppression de ce colonialisme intérieur — est partie intégrante de la lutte de classes.

4 - Spécificité de la Bretagne

Toutes les régions françaises sont exploitées, mais à des degrés divers. Dans certaines le sous-emploi crée une situation critique, dans d'autres la culture régionale ou la langue sont particulièrement brimées, et dans tous les cas les salaires sont plus faibles qu'à Paris et les décisions économiques et administratives sont prises à Paris.

Ce qui crée en Bretagne une situation spécifique, c'est qu'elle est la seule ou pratiquement la seule où on retrouve réunis au niveau le plus insupportable tous les caractères de la colonisation régionale.

5 - La région dans la société socialiste

La démocratie socialiste sera basée sur la prise de responsabilités et le pouvoir de décision des travailleurs et de l'ensemble de la population aux différents niveaux importants de la vie politique : quartier ou commune, agglomération ou pays, région, nation...

La région sera un niveau important de cette pyramide politique, qui seule permettra l'exercice réel de la démocratie socialiste.

La région aura aussi un rôle économique important. La planification régionale est une des composantes indispensables de la planification socialiste.

Enfin le développement d'une véritable culture populaire passe par le développe-

ment de la personnalité culturelle de chaque région.

6 - Les limites territoriales de la Bretagne

La Bretagne sera une des régions à part entière de la France socialiste. Elle possède autant, sinon plus que toute autre région une personnalité ethnique, économique et géographique.

Les limites territoriales de la Bretagne dans le cadre socialiste ne seront plus celles que nous connaissons actuellement. Des considérations ethniques et économiques imposent un élargissement de ces limites. Mais ce qui devra compter en fin de compte c'est la conscience des populations concernées d'appartenir ou non à la région « Bretagne ». Et ceci devra s'affirmer au moyen d'une consultation populaire.

7 - La stratégie socialiste

La stratégie socialiste est basée sur le fait essentiel que l'exploitation régionale ne pourra pas être supprimée tant que le capitalisme existera. Certes, certaines régions sont privilégiées, mais il en est de même pour certaines catégories de travailleurs et cela ne change rien au problème de fond.

En conséquence ce qui est visé dans le combat régional, c'est bien :

- le renversement du capitalisme ;
- et son remplacement par le socialisme.

Ce combat régional s'intègre directement au combat révolutionnaire qui vise la conquête de tous les pouvoirs intermédiaires locaux, régionaux, dans l'entreprise autant que celle du pouvoir central.

8 - Des perspectives à moyen terme

Pour créer un courant de masse adhérent à notre combat régional, il est indispensable de tracer des perspectives à moyen terme.

Sur le plan politique cela est en particulier l'élection au suffrage universel d'une assemblée régionale. Sur le plan économique il est nécessaire d'agir pour une amélioration de l'emploi et surtout en faveur d'une mise en place de bases économiques permettant au moins partiellement un développement économique autonome. Sur le plan culturel et linguistique l'objectif à moyen terme peut être un accroissement des moyens mis à la disposition des travailleurs.

Toutes ces mesures loin d'atténuer le combat régional ne peuvent que le renforcer. Le régime actuel en est très conscient d'ailleurs : il bloque énergiquement toute évolution allant dans le sens de ces perspectives à moyen terme.

Et c'est ainsi que se mettra en place un contrôle régional analogue au contrôle ouvrier.

9 - Les formes du combat d'aujourd'hui

Le combat régional doit se mener d'abord sur le lieu de travail en s'intégrant aux luttes menées dans les entreprises ou dans le monde paysan. Il doit se mener aussi dans le cadre de vie. □

Dictature du prolétariat ou hégémonie des travailleurs

Jean-Claude Hubi (Val d'Oise)

Le texte de synthèse des A.O.P. sur la « dictature du prolétariat » est, dans l'ensemble, une bonne approche des problèmes posés par la période de transition et les moyens de les résoudre.

Compte tenu des réflexions et propositions contenues dans l'analyse signée d'une quinzaine de camarades et appelant à « l'intensification des luttes et la clarification des problèmes qui se posent au parti — à laquelle nous nous rallions par ailleurs —, il nous semble important de faire les trois remarques suivantes :

1 - L'appellation « dictature du prolétariat » ne nous paraît pas juste, pour des raisons psychologiques (rôle des « dicta-

tures », historiques (confiscation du terme par le stalinisme et le mao-stalinisme) et politiques. Et le conseil national de Paris-Orsay, qui avait fait adopter le terme sans aucune consultation sur le fond des militants, sans débat, à la sauvette, ne saurait sur ce plan constituer une autorité : le Congrès de Dijon, qui reste jusqu'à Lille notre référence, l'avait refusé après un large débat pour adopter l'expression « hégémonie des travailleurs », qui nous semble à la fois plus juste politiquement et plus conforme à l'idéologie développée par le P.S.U.

2 - Cependant, l'adoption d'un terme à la place d'un autre n'a aucune signification si l'on n'en précise pas le contenu. Précisons,

pour ceux qui l'aurait oublié, que la thèse VI, point 10, de Dijon, énonce :

« En premier lieu, la liberté d'expression sera assurée à tous les courants, amis ou ennemis, qui subsisteront dans une société pluraliste. Elle sera garantie par le statut de la radio-télévision, par la nationalisation des moyens de presse (imprimerie, messagerie, publicité), grâce à la création d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, qui mettront les moyens techniques d'information à la disposition des divers courants d'opinion. »

Et dans l'analyse que faisait de ce passage M. Rocard, on peut lire :

« ... Quelques militants souhaitaient affirmer la nécessité de défendre d'abord le pouvoir des forces socialistes, fût-ce au prix d'entraves à la liberté d'expression des courants adverses, au moins dans une première phase, mais l'écrasante majorité des délégués s'en est tenue à notre proposition... La liberté d'expression ne peut être que totale et inconditionnelle, totale pour tous courants, quoi qu'ils pensent. Il n'y a pas de compromis possible là-dessus, sinon on passe assez vite de la notion d'adversaires de droite à celle d'adversaires au sein même du parti, c'est bien connu... » (p. 76).

Ces remarques nous paraissent suffisamment importantes pour que le Congrès se prononce à nouveau à leur propos. Cette position nous amènerait par exemple à reconnaître à la Ligue communiste le droit total d'expression et de critique en période de transition, ce qui lui permettrait sans doute à nouveau de nous dénier la qualité de révolutionnaire ; mais nous ne devons pas nous laisser arrêter par sa douce manie de délivrer ou refuser le diplôme de révolutionnaires à ceux qui sont autour d'elle.

Ce point fait partie de ceux qui conditionnent la présence ou le retrait de beaucoup de camarades du parti. Et le bon passage du texte d'A.O.P. qui dit : « le maintien d'un pluralisme politique et de l'auto-

nomie syndicale est le reflet d'une situation de dualité des pouvoirs » n'est pas suffisant pour offrir sur ce point toute garantie.

3 - Enfin, le contenu de cette période transitoire d'hégémonie des travailleurs — ou du prolétariat — gagnerait à être précisé dans ce texte. On peut proposer, semble-t-il, sept axes principaux :

a) socialisation des moyens de production et d'échange ;

b) répartition du revenu social en fonction du travail ;

c) planification efficace, centrale pour les choix nationaux, décentralisée pour les autres au niveau le plus bas possible ;

d) contrôle de la monnaie et des frontières, ainsi que de toutes les formes de transfert international. Pas de différence entre les biens nationaux ou étrangers au moment de la socialisation ;

e) contrôle des instruments d'information (statistiques, enquêtes, sondages, informatique...), mais mise à la disposition de tous de ces informations ;

f) droit absolu d'organisation, de réunion et d'expression pour tous ;

g) absolue liberté de dire laissée à tous les citoyens et toutes les organisations. Punition sévère des viols de la légalité socialiste, c'est-à-dire des actes en infraction à la loi nouvelle (en particulier le sabotage économique, qui ne doit pas être confondu avec la grève !).

De tous ces points, on ne peut soustraire le droit d'expression pour tous sans atteinte à la prudence ou à l'esprit scientifique. Le libre débat est une exigence aujourd'hui vitale pour le mouvement ouvrier, mais plus vitale encore pour la société socialiste. Il ne s'agit pas de « laisser une chance » à l'adversaire de classe (la lutte politique n'a rien à voir avec la chasse au renard), mais de faire preuve d'efficacité : toute critique est toujours bonne à prendre, si nous voulons « récupérer » les oppositions légitimes que le socialisme naissant suscitera. Les travailleurs quant à eux sauront bien faire la différence entre les oppositions légitimes et celles qui ne le seront pas. □

Culture et révolution, révolution et violence

Jean-François Kesler (Nièvre)

Au début du XX^e siècle, Jules Guesde, s'adressant aux radicaux, s'écria un jour : « Vous voulez faire manger du curé aux ouvriers, pour qu'ils ne mangent pas du patron ! ». Aujourd'hui, beaucoup voudraient faire manger de l'enseignant aux ouvriers, pour qu'ils ne mangent pas du patron.

Pendant toute une période historique, l'anticléricalisme a permis à la bourgeoisie de détourner la classe ouvrière de la révolution sociale. A la lutte anticapitaliste, était substituée la lutte antireligieuse. Mais cette substitution n'a été possible que parce qu'une large fraction du mouvement ouvrier lui-même s'est mise à la remorque de la bourgeoisie et l'a suivie sur le terrain de l'anticléricalisme.

A l'heure actuelle, comme la lutte contre la religion est dépassée, la bourgeoisie l'a remplacée par la lutte contre la culture. Hier, on dénonçait l'aliénation religieuse ; aujourd'hui, on dénonce l'aliénation culturelle. Et, sinon une large fraction du mouvement ouvrier lui-même, du moins les nouvelles couches qui arrivent à la conscience politique, ont tendance à remplacer le combat contre l'oppression économique par le combat contre l'oppression culturelle.

Et pourtant, la bourgeoisie ne se soucie guère de la culture. Elle a toujours été extrêmement « utilitariste ». Elle voudrait d'ailleurs profiter de l'agitation actuelle dans les lycées et facultés pour « américaniser » le système d'enseignement.

Et pourtant, la culture n'est pas bourgeoise ; Trotski a écrit des choses définitives là-dessus (ou qui devraient l'être). Il a toujours affirmé qu'il existait une seule culture, faite par la classe dominante de l'époque, que le prolétariat devait la conquérir, non l'abolir et que l'idée d'une culture prolétarienne était une absurdité.

Et pourtant, la hiérarchie sociale n'est pas, dans une société capitaliste, le reflet de la hiérarchie scolaire. Prétendre le con-

traire, c'est affirmer une contre-vérité scientifique ; c'est adopter une politique contre-révolutionnaire. S'attaquer prioritairement à la technocratie, c'est agir comme si nous étions dans un régime de propriété collective des moyens de production. Mais nous sommes dans un régime de propriété privée des moyens de production ; c'est le règne de l'argent.

Les analyses stratégiques qui en découlent, et qu'a traduites avec talent, dans les années 60, Serge Mallet, n'ont pas vieilli.

Il ne faut pas sombrer dans les illusions des radicaux du début du siècle (de ceux qui étaient de bonne foi, qui étaient sincèrement à gauche) : ils croyaient que l'école laïque permettrait la transformation de la société. La destruction de cette école laïque ne permettra pas davantage la transformation de la société.

En perdant les colonies, la classe capitaliste n'a rien perdu. En perdant l'université, marquée par les stigmates de l'époque féodale, elle ne perdrait rien. Si elle perdait son pouvoir traditionnel de commandement dans l'entreprise, elle ne perdrait rien non plus : les entreprises américaines connaissent la décentralisation des décisions, le contrôle des syndicats (qui peuvent détenir le monopole de l'embauche) et la dynamique de groupe... Résultat : la classe ouvrière est intégrée dans le système économique. La vérité, c'est que le capitalisme français (comme le capitalisme européen en général, comme le capitalisme japonais) ne s'est pas développé sur une table rase (comme le capitalisme américain). Malgré 1789, malgré 1830, les vestiges de l'ancien régime sont demeurés. La classe capitaliste sait, avec une intelligence remarquable, profiter de Mai 68 pour faire sauter les derniers verrous, économiques et sociaux, qui s'opposent à l'expansion industrielle. Il n'y a qu'une chose que la classe capitaliste ne peut

pas admettre : l'atteinte à la propriété privée.

Faut-il, pour autant, se limiter au cri de guerre des socialistes du début du siècle : « Expropriation des expropriateurs ! ». Absolument pas.

La collectivisation des moyens de production est une condition nécessaire de la construction du socialisme, elle n'est pas une condition suffisante. L'exemple soviétique le prouve. La démocratie socialiste n'a rien à voir avec la démocratie bourgeoise, et nous devons récuser tout retour au régime parlementaire. Mais nous ne pouvons pas oublier les leçons de l'Histoire et ignorer à quoi a abouti la dictature du prolétariat et ce que signifie la « démocratie prolétarienne de masse ». Nous n'avons pas le droit de dire : « Staline ? Connais pas ». Si la propriété privée est la pierre de touche du capitalisme, le parti unique est la pierre de touche du socialisme. C'est parce qu'elle craignait la remise en cause de la domination exercée par le P.C. de Tchécoslovaquie, que la classe bureaucratique d'U.R.S.S. a lancé l'Armée rouge sur Prague.

Mais un « socialisme à visage humain », un « communisme qui n'oublie pas l'homme », est-ce seulement le socialisme dans la liberté ? Pas seulement. C'est aussi un nouveau modèle de civilisation.

Sans révolution morale, la révolution sociale ne sera rien. Mais la révolution morale, ce n'est pas la révolution culturelle, ce n'est pas le rejet des valeurs du passé. Ce n'est pas davantage la révolution sexuelle, car la libération des instincts n'a rien à voir avec la libération de la femme.

Certes, l'idée d'une révolution morale prête au sourire à l'heure actuelle. Et il est vrai que la morale et l'humanisme ont été utilisés aux pires fins. Mais, soyons sérieux : le marxisme aussi. Staline s'est toujours réclamé du marxisme, et Guy Mollet aussi.

Mais, quand on veut changer la vie, il faut pouvoir changer sa propre vie. Si nous ne sommes pas capables d'instaurer entre nous des rapports socialistes, alors nous serons incapables d'instaurer une démocratie socialiste. La société que nous construirons sera à l'image de notre parti, ne l'oublions pas.

Pendant toute une période, le P.S.U. a pris une orientation réformatrice. Il proposait des solutions concrètes extrêmement intéressantes, mais son projet d'ensemble manquait un peu de souffle. Il n'y a pas une différence considérable entre certains discours prononcés à la Rencontre socialiste de Grenoble et le discours prononcé par Chaban-Delmas sur la nouvelle société en septembre 1969. Que ce discours n'ait guère été suivi d'effets, c'est une autre chose ! Depuis Mai 1968, le P.S.U. a pris, à l'inverse, une orientation gauchiste, répu-

diant en pratique la notion de programme de transition.

Il serait temps pour lui de se stabiliser, et de rejeter à la fois le modernisme néo-capitaliste et le révolutionnarisme néo-bolcheviste. Il serait temps pour lui d'élaborer un modèle de civilisation socialiste. Il serait également temps, pour le P.S.U., de cesser de bénir tout acte de violence, en France ou à l'étranger, du moment où il s'agit d'un acte de violence.

La violence n'est pas fatalement révolutionnaire. Elle peut être poujadiste, raciste, antiféministe, fasciste, elle peut être tout simplement délictuelle ou criminelle. Un lycéen qui moleste un professeur n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas une victime de la répression. Un étudiant qui brise le matériel n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas une victime de la répression. Un routier qui barre les routes n'est pas un révolutionnaire, ni un commerçant qui plastique une perception. La violence pour la violence, le nihilisme de la violence, ce n'est pas le socialisme, c'est son contraire : le fascisme. D'ailleurs, les maoïstes français sont en train d'imiter les communistes allemands des années 30, qui ont contribué à faire le lit du nazisme.

Et il est scandaleux que seuls les auteurs d'actes de violence aient droit à la « une » de « Tribune Socialiste ». Les oubliés de la société capitaliste, je veux dire : les personnes âgées, les femmes seules, les handicapés, les inadaptés, les malades hospitalisés, etc., sont aussi les oubliés de notre parti et de son hebdomadaire.

La révolution, ce n'est pas la violence, c'est la transformation en profondeur de la société. Nous ne sommes ni au Brésil, ni en Espagne, fort heureusement. C'est pourquoi la conquête du pouvoir par la violence n'est ni possible, ni souhaitable. Elle n'est pas possible, car aujourd'hui, dans notre pays, ceux qui n'ont absolument rien à perdre sont nettement minoritaires. D'ailleurs, dès 1895, F. Engels, dans son introduction à « La lutte des classes en France » de K. Marx, se prononçait vigoureusement en faveur du passage pacifique au socialisme, pour les pays occidentaux. La conquête du pouvoir par la violence n'est pas non plus souhaitable, car elle est source d'injustices, et elle combat le mal par le mal.

En résumé, il faut :

— ne pas substituer la révolution culturelle à la révolution sociale ;

— ne pas limiter la révolution à la révolution sociale, mais l'élargir à la révolution morale ;

— ne pas confondre révolution et violence.

En conclusion, un redressement du P.S.U. s'impose. □

C'est le but de l'implantation du parti dans les entreprises pour :

● l'explication politique des luttes revendicatives,

● l'explication des situations particulières par rapport à la lutte globale, mais aussi pour :

● la préparation et l'impulsion de luttes à caractère politique dans l'entreprise (remise en cause du pouvoir patronal, de la hiérarchie, actes de contrôle ouvrier collectif), l'aide organisationnelle et matérielle à ces luttes si c'est nécessaire, l'information des autres travailleurs et de la population.

● l'extension de la lutte en dehors de l'entreprise à chaque fois que c'est possible (liaison ouvriers-paysans, avec les usagers, sur les quartiers, etc.).

Il faut assurer la présence maximale, à la base, dans les organisations syndicales :

● pour travailler à leur renforcement car les syndicats restent des instruments indispensables à la lutte ouvrière actuellement,

● pour y porter le débat stratégique et faire qu'elles servent d'outils pour les luttes décidées et menées par les travailleurs eux-mêmes.

● pour travailler à leur transformation et à leur unification en portant le débat directement devant l'ensemble des travailleurs.

Le parti

Pour se débarrasser définitivement des structures électoralistes héritées de la social-démocratie, il faut transformer les structures du P.S.U., faire éclater les sections traditionnelles en cellules de luttes avec un comité de ville (ou de zone rurale) pour fournir le support technique, centraliser et coordonner. Il faut des sections d'entreprise et de quartier qui agissent, du travail militant, pas de débats-club, de la discipline dans l'action.

Nous sommes contre un parti d'élites, apportant de l'extérieur la bonne parole et les directives aux masses en lutte, hiérarchisé, monolithique et fermé, ayant une vérité interne et une version externe de son programme, imposant à ses membres une philosophie absolue et tranchant sur tout, noyant les organisations syndicales et populaires pour s'en servir de courroie de transmission. Dans ce type de parti de style militaire on utilise la passivité de l'ouvrier apprise à l'usine pour le faire obéir dans le parti comme à l'usine. Ce type de parti a fait faillite dans le mouvement ouvrier. □

Il faut un parti ouvert, dont les militants se recrutent au sein même des luttes ouvrières et anticapitalistes, parce que la prise de conscience révolutionnaire ne peut se faire que dans la lutte et par la lutte et non par la simple propagande.

Pour vaincre le capitalisme, c'est la totalité des travailleurs qui doit être engagée dans la lutte anticapitaliste, mais compte tenu des contradictions au sein de la classe ouvrière et du peuple, des niveaux de prise de conscience différents, du poids de l'idéologie dominante, un parti ne pourra jamais rassembler dans ses rangs la totalité, ni même la majorité des prolétaires en lutte.

Il faut donc travailler à construire le mouvement politique de masse rassemblant sur une orientation révolutionnaire, c'est-à-dire de transformation globale de la société, la totalité des travailleurs (ouvriers et paysans, intellectuels, habitants des quartiers populaires, etc.) engagés dans la lutte anticapitaliste.

Son existence naît d'une nécessité objective. Il se structure sans bureaucratie, autour des assemblées de base, des conseils. Rassemblant tous les exploités en lutte, sans distinction d'opinion politique pré-établie, avec des niveaux de prise de conscience très divers suivant les moments et les endroits, il sera forcément, pendant toute la période où la domination de la bourgeoisie ne sera pas vaincue, très hétérogène, aura des avancées et subira des reculs, exprimera en lui-même des contradictions importantes et n'aura pas spontanément une stratégie révolutionnaire et socialiste cohérente, efficace et durable.

D'où la nécessité du parti qui doit être l'organisation homogène de militants, par ailleurs inclus dans les luttes de masse, et qui collectivement et volontairement élaborer, à partir de l'expérience des luttes, la stratégie révolutionnaire unifiante, cohérente et à long terme, nécessaire au mouvement politique de masse.

Dès aujourd'hui, pour donner un attrait suffisamment mobilisateur à ses propositions, et pour en finir avec les ambiguïtés passées, le P.S.U. doit affirmer qu'au-delà de la période socialiste révolutionnaire, son but final est bien l'instauration de la société communiste, c'est-à-dire une communauté humaine où tous seront enfin libres et égaux. Ce n'est pas une utopie, un projet imaginaire, mais un but à long terme dont les prémises naissent déjà dans les luttes actuelles au sein de la société capitaliste en crise, alors que le réformisme est complètement dépassé. □

Pour la prolétarianisation du Parti

Michel Grégoire — Raymond Delahais —
Michel Le Borgne — ouvriers, Le Havre

L'élimination de certaines activités économiques, l'apparition de nouvelles techniques industrielles et de gestion, les concentrations, les reconversions, le déperissement de régions entières amènent le chômage, les déplacements de main-d'œuvre, les changements de métier, la remise en cause des avantages acquis. Toutes les situations sont précaires, instables.

Le progrès technique se traduit finalement par des inconvénients nouveaux pour les travailleurs. Il améliore le profit patronal, mais sûrement pas la condition ouvrière.

Cette situation amène de nouvelles luttes. Il y a montée des luttes ouvrières et populaires anticapitalistes actuellement en France. Ces luttes sont encore minoritaires, non coordonnées et manquent de perspectives. Mais elles mettent en action des quantités non négligeables de travailleurs. Ce sont des grèves dures. Elles ont des objectifs et des formes nouvelles. Elles sont de plus en plus souvent axées sur les conditions de travail :

- horaires élastiques,
- cadences accélérées,
- insécurité,

- insalubrité,
- chef garde-chiourme, etc.

et se traduisent le plus souvent par le refus de subir plus longtemps plutôt que par le désir de négocier des améliorations avec le patron : bris de cadence, refus des heures supplémentaires, etc.

En même temps se développe et s'installe un état d'esprit généralisé de contestation dans le pays.

C'est parallèlement, et en raison de cela que le P.S.U. a récemment avancé politiquement, grâce surtout à l'expérience de ses militants ouvriers et paysans.

Les organisations traditionnelles de la classe ouvrière (partis, syndicats, mouvements populaires divers) sont relativement minoritaires et ne correspondent plus, telles qu'elles sont, aux besoins de la lutte anticapitaliste actuelle. La crise de leurs structures est nécessaire pour la construction par les travailleurs de nouvelles formes d'organisation de la lutte révolutionnaire.

— la lutte révolutionnaire est de longue haleine, mais commence tout de suite.

— elle doit être menée prioritairement sur les lieux de la production.

Stages

La Coordination culturelle nationale organise un stage de réflexion et d'action dans les Pyrénées-Orientales, du 31 juillet au 8 août. Autour des problèmes spécifiques à la région (économie, milieu rural, vacances...), différents modes d'expression utilisables, par les militants seront expérimentés (théâtre de rue, magnéscope, etc.).

Pour information, écrire à Coordination culturelle, 9, rue Borromée, Paris XV.

Un stage de formation est ouvert aux étudiants et lycéens du parti, dans les Hautes-Alpes, pendant la première quinzaine de septembre. La durée du stage sera de huit jours, le coût d'environ 15 F par jour, tout compris. Les candidatures doivent être transmises avant le 10 juillet au Secrétariat National Etudiant, 9, rue Borromée.

Des bourses pourront peut-être être accordées mais il est demandé aux sections de prendre en charge collectivement les frais dans la mesure du possible.

STAGES NATIONAUX DE CADRES

du 25 au 31 juillet
et du 23 au 30 août

INSCRIPTIONS : auprès des responsables fédéraux et du Service National Formation.



A Montreuil (93), avenue Jean-Moulin, dans une cité de la Régie immobilière de la Ville de Paris (R.I.V.P.) :

- 1^{er} juillet 1970 : 10 % d'augmentation des loyers.

- 1^{er} avril 1971 : 10 % d'augmentation des loyers.

Face à la R.I.V.P., les locataires s'organisent

Ce sont les Services sociaux des ministères où nous travaillons qui nous ont indiqué ces appartements. Confiants, nous sommes venus ; compte tenu de ce qui se pratique dans la région parisienne, les loyers étaient relativement acceptables.

Rapidement nous avons déchanté : manque de finition, absence d'équipements sportifs ou culturels, tracasseries continues, charges lourdes et... escalade des loyers.

Nous avons découvert ce qu'était la Régie immobilière de la Ville de Paris : une société anonyme qui entend tirer profit du logement sans prendre le risque de la concurrence capitaliste, en faisant garantir ses emprunts par la Ville de Paris. Ainsi est clairement démontrée une fois de plus la collusion entre les sociétés capitalistes privées (ici la banque de Paris et des Pays-Bas) et les organes de l'Etat bourgeois.

Nous sommes 240 familles, soit près de 1.000 personnes « empilées » dans 4 tours de 15 étages et nous n'entendons plus nous laisser avoir. En mars 1970, une association de locataires s'est constituée et s'est affiliée à la Confédération générale du logement. Des militants P.S.U. sont présents au Conseil d'administration. Avec près de 150 adhérents elle est une des associations les plus importantes en pourcentage de Montreuil et de la région parisienne.

Rôle du groupe P.S.U.

Depuis septembre existe un « groupe P.S.U. - cité Jean-Moulin »

qui s'exprime en tant que tel. Notre premier objectif est de faire prendre conscience aux locataires, dans le concret, qu'ils sont victimes de l'exploitation capitaliste.

Le premier tract intitulé « Augmentation des loyers et légalité » explique comment la légalité bourgeoise permet aux sociétés immobilières de s'enrichir. Etant donné la fameuse loi de l'offre et de la demande nous sommes dans une situation d'inégalité et d'infériorité au moment de la signature du contrat de bail. Lorsque la « cage » est pleine et que chacun est lié par les frais d'installation, les loyers augmentent et la période des bénéfices commence pour la R.I.V.P. Nous avons signé, la loi est contre nous.

Par la suite nous interviendrons au sujet de l'espace réservé aux jeunes : rien pour les adolescents, 2 terrains de jeux d'une superficie totale de 380 mètres carrés pour les 260 enfants de moins de 10 ans qui habitent la cité : priorité au profit.

Un autre tract expose comment dans la réalisation du programme Jean-Moulin, les mécanismes du système capitaliste ont fonctionné concrètement : spéculation foncière, taux élevé des prêts consentis par la banque de Paris et des Pays-Bas. Nous opposons les objectifs du P.S.U. en matière de logement : appropriation collective du sol, nationalisation des banques et du crédit, autogestion du logement.

Non à la hausse

Pour éviter l'augmentation d'avril, l'association des locataires s'est adressée au directeur de la R.I.V.P., au préfet de Paris, aux conseillers municipaux de Paris, etc. La R.I.V.P. ne cède pas. Faut-il prendre une autre forme de lutte plus dure. Beaucoup hésitent en arguant :

- inutile d'engager les locataires dans une bataille perdue d'avance,

- les actions doivent demeurer dans le cadre de la légalité,

- une pétition serait mieux !
- c'est dangereux, nous risquons d'être expulsés, etc.

Mais pourtant au cours de l'assemblée générale, la combativité de l'ensemble des locataires est évidente. Sur 70 familles présentes, 65 décident de ne pas payer l'augmentation. Une quinzaine de volontaires vont aider les responsables de l'association à contacter les absents ; finalement 165 familles, soit plus des deux tiers, suivent le mouvement.

Quelques jours plus tard un nouveau tract P.S.U. expose le sens politique que nous donnons à ce combat. En voici des extraits :

« Avoir le cynisme d'augmenter de 21 % les loyers en 10 mois, c'est sous-estimer les capacités de riposte des travailleurs lorsqu'ils sont ainsi traités comme de simples objets de rapport. Nous ne voulons plus être ce citron que l'on presse par tous les bouts.

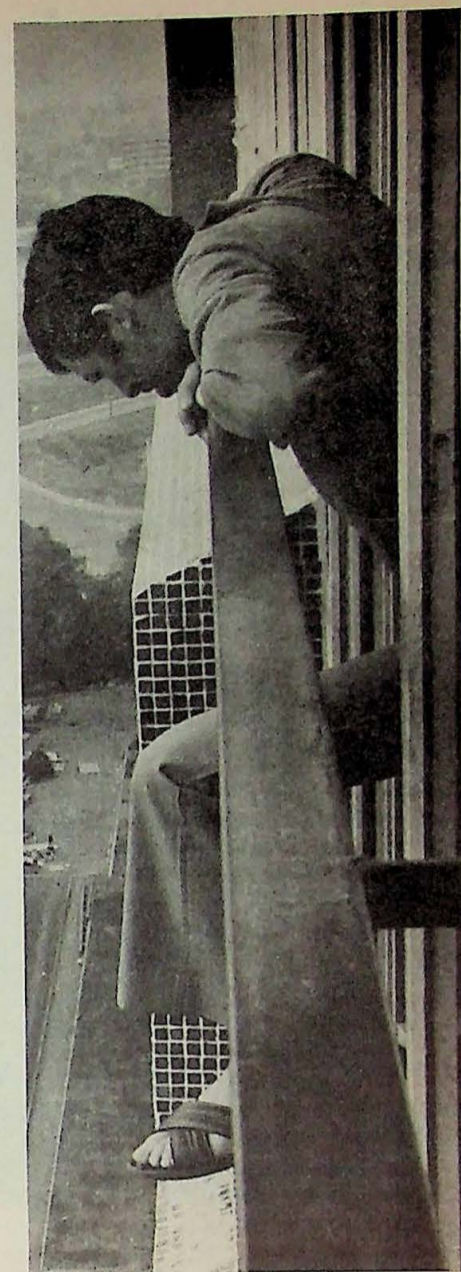
« Se contenter des moyens « dits » légaux ne serait pas suffisant. Leur loi n'est pas notre loi. Seul notre refus massif de payer gêne et intimide la R.I.V.P. car il est la preuve que sa position de force se dégrade.

« Nous ne sommes pas seuls dans ce combat (à St-Omer, à Lille, des locataires refusent de payer des hausses de loyer, les lycéens ont fait relâcher G. Guiot, les ouvriers de Thomas à Montreuil viennent de faire réintégrer un des leurs injustement licencié).

« C'est à tout moment qu'il faut harceler le capitalisme. Face à lui, il n'y a pas de petit combat et de petite victoire ; c'est en ce sens que notre action est politique. »

La R.I.V.P. commence à reculer et parle de retarder l'augmentation d'un trimestre. Ce n'est là qu'une petite victoire, mais n'oublions pas qu'elles sont rares dans le domaine du logement.

Le groupe
Cité Jean-Moulin (P.S.U.)





La première chance

« Il s'agit de donner une deuxième ou une troisième chance à ceux pour qui la première a été quasi nulle » déclarait dernièrement le Premier ministre, en présentant son projet de formation professionnelle permanente.

Si l'on se place, comme il déclare le faire, dans une perspective de véritable « éducation permanente », et non d'un simple recyclage professionnel lié aux exigences de la production, pourquoi ne pas songer d'abord à donner à tous la première chance ?

On sait désormais que la qualité du milieu éducatif, au cours des six premières années, et plus nettement encore au cours des trois ou quatre premières années, oriente l'avenir de l'enfant de façon décisive, c'est donc à cette étape, et à cette étape seulement — des expériences le confirment — que peut être engagée efficacement la lutte contre les handicaps sociaux.

Dès six ans, les effets de l'inégalité sociale sont perceptibles sur le plan scolaire : un enfant sur trois issu des milieux culturellement défavorisés, redouble le cours préparatoire. À l'âge où l'on veut offrir cette « deuxième » ou « troisième » chance, la sélection a joué à différents niveaux, et les choix essentiels sont faits. En outre, les capacités et les attitudes qui conditionnent la possibilité de réapprendre et de s'adapter à la nouveauté se déterminent précisément lors des toutes premières années, et, notent les formateurs d'adultes, de façon trop souvent irréversible.

Pour une société soucieuse de démocratisation, une conséquence s'impose : les familles qui ne souhaitent pas ou qui ne peuvent pas assumer à elles seules la difficile tâche qui consiste non seulement à « soigner » mais à développer au maximum les

potentialités de leur enfant, ont le droit de trouver des collectivités aménagées à cet effet, et dotées d'un personnel possédant la disponibilité et la qualification nécessaires, avec lequel elles puissent partager en étroite collaboration, cette responsabilité.

Or les carences de notre équipement public de petite enfance sont particulièrement inquiétantes, et contrastent avec les privilèges d'ordre divers accordés au secteur privé : carences spectaculaires dans l'ordre quantitatif : pour l'école maternelle, des zones rurales sont démunies, ailleurs trop souvent encore, les listes d'attente s'allongent. Le nombre des centres aérés est dérisoire. Quant aux crèches, sur cent femmes qui travaillent — ayant un enfant de moins de trois ans — huit seulement y trouvent des places disponibles.

Les carences dans l'ordre qualitatif sont parfois moins bien perçues ; elles n'en sont pas moins d'une extrême gravité pour l'enfant : disparité et cloisonnement des structures, locaux vétustes ou inadaptés, horaires insatisfaisants, insuffisance en personnel qualifié, surcharge des effectifs, ne permettent ni aux crèches ni aux centres de loisir de mettre en application sur le plan éducatif, les remarquables progrès accomplis au niveau de la recherche, et entraînent une lente dégradation de l'école maternelle — cette institution jusqu'alors légitimement renommée. Ce propos, d'un éminent spécialiste du premier âge est valable pour l'ensemble de l'équipement destiné au moins de six ans : « si l'on veut prendre le problème à cœur, on peut trouver tous les moyens d'élever les enfants sans en faire des cas pathologiques, mais en rognant par-ci et par-là, en réduisant le personnel, en admettant trop d'enfants, on peut

aussi transformer n'importe quelle institution en asile ».

Ces carences ayant un effet cumulatif, si d'énergiques mesures n'interviennent pas, la situation ne peut au cours des prochaines années qu'empirer. Or, les dispositions du VI^e plan, et plus encore les initiatives prises dans sa foulée par certains services font craindre que, soucieux de satisfaire aux moindres frais les formes les plus pressantes de la demande sociale, on ne se préoccupe que d'un développement exclusivement quantitatif, calculé d'après les seuls besoins de la main-d'œuvre féminine nécessaire à la production, ou même que l'on ne privilégie des formules au rabais destinées à assurer la seule fonction de « gardiennage » au détriment de toutes les autres fonctions sociales et éducatives de l'équipement.

Comment expliquer une telle option, alors que la plupart des autres pays révisent radicalement leur politique en ce domaine, et qu'ici même, un nombre croissant de voix s'élèvent dans différents secteurs de l'opinion, pour démontrer que cette prétendue « économie » est absurde au plan d'une rentabilité bien comprise ?

La vérité est que certaines couches sociales privilégiées ne tiennent pas à remettre en question, par la mise sur pied d'un nouveau cycle éducatif à valeur compensatrice, un système qui assure une transmission quasi héréditaire des privilèges. Elles ne tiennent pas non plus à ce qu'on prépare par une socialisation précoce, des citoyens plus actifs, plus critiques et plus exigeants : qu'on offre aux uns, à l'âge crucial, dès l'apprentissage du langage, les milieux familiaux stimulants, les jardins d'enfants payants à effectifs réduits, qu'on laisse aux autres les foyers en difficulté, les nourrices, bonnes soignantes peut-être, mais cultu-

rellement démunies, les petites sections surchargées des maternelles, et l'ordre établi sera sauf !

Au service de ces vues rétrogrades, une propagande se développe qui prend appui, non sans succès, sur les ignorances, les préjugés, ou des points de vue de spécialistes aujourd'hui contestés. Le décalage habituel dans le rythme de diffusion des vues nouvelles sur l'éducation selon les classes sociales (1) se traduit ici par un retard dans la prise de conscience, au sein même des couches travailleuses les plus directement concernées par le problème. En outre, le poids de critiques formulées à l'égard des crèches et des maternelles, parfois mal ajustées, nous le savons, aux besoins d'une société en mutation accélérée, tend à renforcer dans le public les réticences, les routines, et les attitudes de laisser-faire.

Dans une telle conjoncture, l'action pour l'action est un leurre, et il serait stérile de répondre à une propagande habile par de simples slogans.

Défendre ces institutions dans un absolu, ne s'intéresser qu'à la multiplication des structures existantes, ne satisfera qu'une minorité d'inconditionnels ; une contre-offensive efficace ne peut se fonder que sur une réflexion critique, éclairée à la fois par les travaux scientifiques et par l'expérience des différents personnels et des usagers. Et un accord entre parties prenantes, trop souvent divisées par des rivalités et des malentendus, ne peut naître que des discussions menées patiemment à la base par leurs représentants, sur des formules novatrices propres à faire craquer les clivages traditionnels, et à favoriser de nouvelles convergences. La défense désormais passe par la transformation du système.

C'est la démarche lente mais sûre choisie par le groupe d'études et sa lettre au ministre, de décembre 1970, fondée sur une argumentation à la fois solide et neuve, a largement contribué alors à mobiliser l'opinion pour la défense de l'école maternelle, et a permis de rassembler des personnes et des collectivités d'orientations très diverses, mais également éprises d'efficacité éducative et d'équité sociale.

Les différentes instances de travail du groupe élaborent, dans le cadre d'une réflexion d'ensemble sur l'éducation continue, des projets de structures liées à une conception renouvelée du développement infantin, et propre à déserrer les pressions sociales qui s'exercent abusivement sur l'enfant. Mais il s'efforce aussi à sensibiliser des secteurs toujours plus larges de l'opinion à l'importance du problème.

À la veille du vote du VI^e plan, il a décidé de s'adresser aux grandes collectivités représentatives du pays, de soumettre à leur accord un certain nombre de propositions concernant les équipements destinés aux moins de 6 ans, puis forts de leur appui, de le faire connaître aux membres de l'Assemblée nationale. Ces propositions représentent les conditions minimales d'un premier effort vers cette « égalisation de chances » dont on parle tant. Elles devraient aboutir à un certain nombre de mesures concrètes, destinées à établir à l'âge favorable, c'est-à-dire dès la petite enfance, les fondements d'une authentique éducation permanente, avec déblocage d'importants crédits nécessaires à cette mise en place ; tout le reste est mystification.

(1) Cf. : BOLTANSKI : première éducation et morales de classe. (Centre de Sociologie de l'éducation et de la culture).

Comment sortir de l'impasse

Le point de vue d'un dirigeant du F.P.D.L.P., de passage à Paris

Le mouvement de la Résistance palestinienne traverse aujourd'hui l'un des moments les plus critiques de son existence. Agissant selon un plan élaboré par ses conseillers américains, le régime réactionnaire d'Amman poursuit la criminelle offensive qu'il avait portée à son apogée au mois de septembre 1970, contre la principale force anti-impérialiste dans la région : les Fedayin.

Les meurtres d'innocents, les incursions dans les camps de réfugiés, les arrestations arbitraires, l'encerclement — puis l'attaque — des nouvelles bases établies, pourtant, de commun accord, dans le nord du pays (la dernière en date, contre le camp de Gaza, près de Jarach, le 17 mai dernier), ainsi que la campagne de calomnies s'intensifient de plus en plus dans la mass-media gouvernementale... Tous ces faits représentent à nos yeux des signes précurseurs d'une nouvelle tentative de liquidation que le régime fantoche nous prépare pour un avenir proche.

Les contextes arabe et international dans lesquels se meut la situation en Jordanie sont aujourd'hui de nature à faciliter la tâche du pouvoir réactionnaire au service des intérêts impérialistes : Les tractations en cours pour la réouverture du Canal de Suez se dérouleront désormais dans le cadre d'un nouveau rapport de forces à l'intérieur de l'Égypte. Ce qui (de même que d'autres changements survenus dans d'autres pays arabes « progressistes »), ne sera pas sans impact direct sur la position de la Résistance en Jordanie.

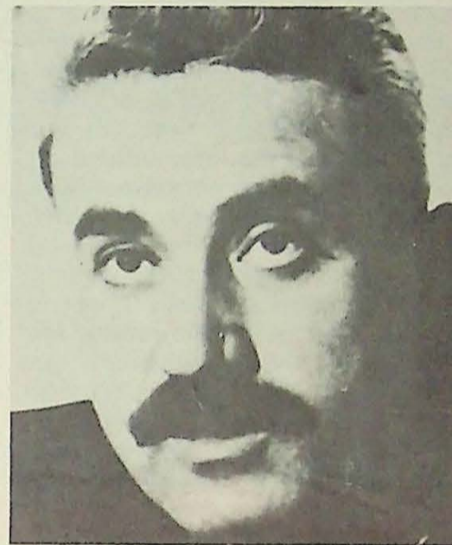
L'intransigeance croissante des tenants de la « ligne dure » dans le camp ennemi rencontre du côté de nos « alliés » arabes et soviétiques une « souplesse » qui ne nous surprend plus : Le chemin que nous avons parcouru avec notre peuple depuis quatre ans nous a prouvé la justesse des thèses des camarades chinois. Face à l'alliance du sionisme, de l'impérialisme et de la réaction arabe, une seule réponse est possible : le front de toutes les forces anti-impérialistes palestiniennes et arabes pour une guerre populaire prolongée.

Toute force tendant à imposer la capitulation à notre peuple se range nécessairement du côté de nos ennemis. L'Union Soviétique maintient son pari sur les régimes des bourgeoisies d'Etat arabes qui ont fait juin 1967 et accepté la Résolution du 22 novembre de la même année, puis un cessez-le-feu prolongé à l'infini... pour se consacrer à la « mise en valeur » de leurs pays et — surtout — à la répression du mouvement populaire anti-impérialiste.

La contradiction qui oppose notre mouvement de libération nationale à la réaction jordanienne et arabe est antagonique. La persistance du régime hachémite dans sa tentative de liquider l'avant-garde armée de notre peuple démontre à quel point il fait partie de la sainte-alliance que nous combattons.

Quant aux régimes « progressistes » arabes qui ont accepté, à différents degrés de franchise, et entrepris la

mise en chantier de la solution dite pacifique, nous considérons qu'au fur et à mesure qu'ils avancent dans la voie du compromis et de concessions, la marge d'entente avec eux se rétrécit. Cependant, nous continuerons à tenir compte de la moindre opposition apparaissant — ou pouvant apparaître — entre ces régimes et les forces impérialistes et rétrogrades dans le monde arabe, sans nous faire pour autant d'illusion sur la nature même de telles oppositions ; autrement dit, de leur aspect conjoncturel lié aux difficultés des négociations, surtout du côté ennemi.



Georges Habache.

Il va de soi dans ces conditions, que nos rapports avec les régimes arabes en place devraient être toujours soumis à l'impératif fondamental de nous lier stratégiquement aux seules forces résolument révolutionnaires dans chacun de ces pays : les mouvements ouvriers et leurs alliés. Notre révolution a dû payer très cher certains rapports dans lesquels elle n'a pas tenu compte de cet impératif... (pendant l'offensive réactionnaire de septembre, à la différence de la plupart des « régimes progressistes » arabes, la gauche révolutionnaire était descendue dans la rue avec les masses pour nous défendre).

Sur le plan palestino-jordanien proprement dit, la position du Front populaire démocratique peut se résumer ainsi :

● Le régime de Hussein continuera sa politique de « liquidation par étapes » de notre mouvement. Nous nous attendons à une nouvelle grande offensive de sa part. Pour y faire face, nous avons présenté à la 8^e session du Conseil national palestinien tenue au Caire entre le 27 février et le 5 mars 1971 un programme pour un front national palestino-jordanien à la base qui devrait regrouper toutes les forces patriotiques dans le pays. Une plateforme minima a été élaborée pour exprimer, à la fois, les intérêts nationaux du peuple palestinien et ceux des couches et classes opprimées en Jordanie. Ce programme national démocratique sera notre seule garantie contre les menées

du pouvoir réactionnaire d'Amman et nous permettra plus tard d'instaurer un pouvoir national qui fera, enfin, de la Jordanie la Hanoï arabe dont on a tant parlé. Le mouvement de la résistance ne pourra plus rester indifférent quant au sort des patriotes jordaniens qui — pour l'avoir défendu — subissent maintenant la répression la plus farouche : licenciements, arrestations, modifications réactionnaires de la législation du travail, etc.

Contre la tentative du pouvoir à scinder les masses en Jordanie entre Palestiniens et Jordaniens, une seule politique est possible : le front uni du peuple.

● La forme principale de la lutte pour instaurer un pouvoir national démocratique en Jordanie est — à l'étape actuelle — la lutte politique et revendicative avec les masses, afin de réaccumuler et réorganiser les forces de la révolution. Cette forme de lutte doit être secondée par une lutte armée de caractère essentiellement dissuasif qui continuera tant que le régime n'aura pas respecté les accords signés avec la résistance.

● Les actions de guérilla en territoires occupés devraient être intensifiées, à la condition de tenir plus qu'auparavant compte de la spécificité de la situation dans ces territoires. Il faut que tout soit mis en œuvre pour permettre le développement du mouvement populaire et sa jonction avec la résistance. Le travail doit donc aller de pair avec la montée du niveau de conscience des masses et de leur capacité réelle à se battre. Si nous refusons de considérer cet élément, nous rendons service aux « notables » et « réalistes » des territoires occupés que manipulent les autorités d'occupation pour faire passer leur projet de l'Etat fantoche palestinien.

● Dans cette conjoncture de reflux, la vigilance s'impose face aux courants aventuristes qui apparaissent au sein de notre mouvement national. Ces courants causeront beaucoup de préjudices à notre cause sur les plans national et international.

De même, nous combattront la tendance au « recul dans le désordre » manifestée par certaines directions palestiniennes chaque fois que la réaction passait à l'attaque. C'est à notre avis cette tendance qui porte la responsabilité de l'évacuation des villes jordaniennes par d'importantes forces de fedayin avec leur armement lourd.

Un dernier mot : les allégations tendancieuses à propos d'une prétendue « liquidation » de la résistance ne traduisent que les rêves de leurs auteurs. Ce qui est en fait liquidé c'est une ligne pragmatique et nationaliste au sein de notre mouvement national. Aujourd'hui, nous redémarrons sur des bases claires : la lutte des masses pour un pouvoir national démocratique en Jordanie, dans le cadre d'un front uni palestino-jordanien. Ainsi, nous déblayerons le chemin vers la Palestine démocratique et la libération des masses arabes. □

Déclaration

Plusieurs articles parus dans les derniers numéros de T.S. en particulier sur la guerre au Pakistan, sur l'Algérie et sur la situation à Cuba, ont appelé l'attention de la Commission internationale du parti. La Commission tient à préciser que ces articles n'engagent pas sa responsabilité. Sur Cuba, par exemple, s'il est vrai que de nombreuses questions doivent être soulevées sur les positions actuelles du P.C. cubain, il ne faut jamais oublier que la révolution cubaine résiste depuis douze ans aux assauts puis au blocus de l'impérialisme U.S. et qu'elle constitue le principal bastion du socialisme en Amérique latine.

Sans méconnaître la complexité des problèmes, ni la légitime diversité des opinions, la Commission estime qu'il n'appartient pas au P.S.U. de s'ériger trop facilement en juge et en censeur des organisations et des pays engagés dans la lutte révolutionnaire. L'expression des critiques et des divergences doit tenir compte de la solidarité de nos mouvements contre l'adversaire impérialiste commun. La Commission internationale rappelle que le Conseil national d'Orsay a pris la décision de consacrer le prochain conseil national (après le Congrès de Lille) à l'examen des problèmes internationaux et à la définition de la stratégie internationale du parti. □

Le Maroc des prisons

François Della Sudda

Parce qu'on ne s'attendait pas à ce que le procès des militants marocains, retardé sans explications satisfaisantes, s'ouvrit un mois seulement après la date prévue, on est en droit de se montrer très inquiet sur cette hâte nouvelle des autorités marocaines et de tout craindre quant à l'issue des débats.

D'autant que le rappel des faits n'a rien de rassurant : c'est la cinquième fois depuis l'indépendance que le pouvoir annonce qu'une machination se trame contre la vie du prince, ou, contre la sûreté de l'Etat comme cette fois-ci où s'est déroulé le processus habituel :

A partir de décembre 1969, des dizaines de citoyens arrêtés, qui disparaissent. D'autres, enlevés au Maroc, deux à l'étranger, comme Mehdi Ben Barka, mais à Madrid cette fois et avec l'aide officielle des autorités espagnoles, Tous torturés : yeux bandés, poings et pieds enchaînés durant des mois, jour et nuit ; bastonnades ; supplice de la baignoire ; traitements à l'électricité.

Dans une deuxième phase — c'était en janvier dernier — l'opinion est informée du « complot », toujours inspiré de l'étranger. En 1971, tout ensemble : le Baas syrien, des militants de l'U.N.F.P. installés en France... et des commandos de fedayine ! — toujours révélés par des faits indiscutables que corroborent toujours des aveux obtenus « dans le respect absolu des prescriptions légales ».

Puis c'est le procès : aujourd'hui 193 inculpés parmi lesquels **Mohamed Ajar** « retrouvé » à Madrid, condamné à mort par contumace au précédent « procès » du précédent « complot » en 1963. Trente-deux militants sont jugés par contumace parmi lesquels **Mohamed Basri** condamné à mort en 1963 et gracié après les graves émeutes de mars 1965.

Jamais les arrestations n'ont été si nombreuses, ni les inculpations si délirantes. 48 inculpés dont les 32 contumax risquent la peine de mort pour atteinte à la sûreté de l'Etat (article 201 du Code de procédure criminelle) et parmi eux **M. Ajar**, l'un des fondateurs de l'U.N.F.P., le deuxième après **Ben Barka** des principaux contumax du procès de 1963. On sait ce qu'il advint du premier... 124 risquent la réclusion perpétuelle pour tentative de changement de régime (articles 169 et 170), 21 une peine allant de deux à cinq ans de prison pour non-révélation de crimes, d'attentats et de tentatives d'attentats contre le régime. Les faits reprochés remontent souvent à 1963 et parfois au-delà ! Ils concernent des détenus qui appartiennent à toutes les catégories sociales — ouvriers, em-

ployés et petits paysans ; étudiants, instituteurs, professeurs et avocats — ce qui veut dire que l'opposition vit et s'organise dans toutes les couches de la population mais aussi que le pouvoir espère en finir avec tous ceux qui depuis l'accession de Hassan II au trône, défendent le principe d'un changement de régime.

Dans les conditions où il est engagé, le déroulement du procès va révéler les mêmes irrégularités que naguère : formes des interrogatoires, vices de procédure, qualité des « pièces à conviction », invention de « témoins », refus d'appliquer les conventions judiciaires bilatérales et, donc, absence des avocats algérien, français et tunisien, constitués par la défense.

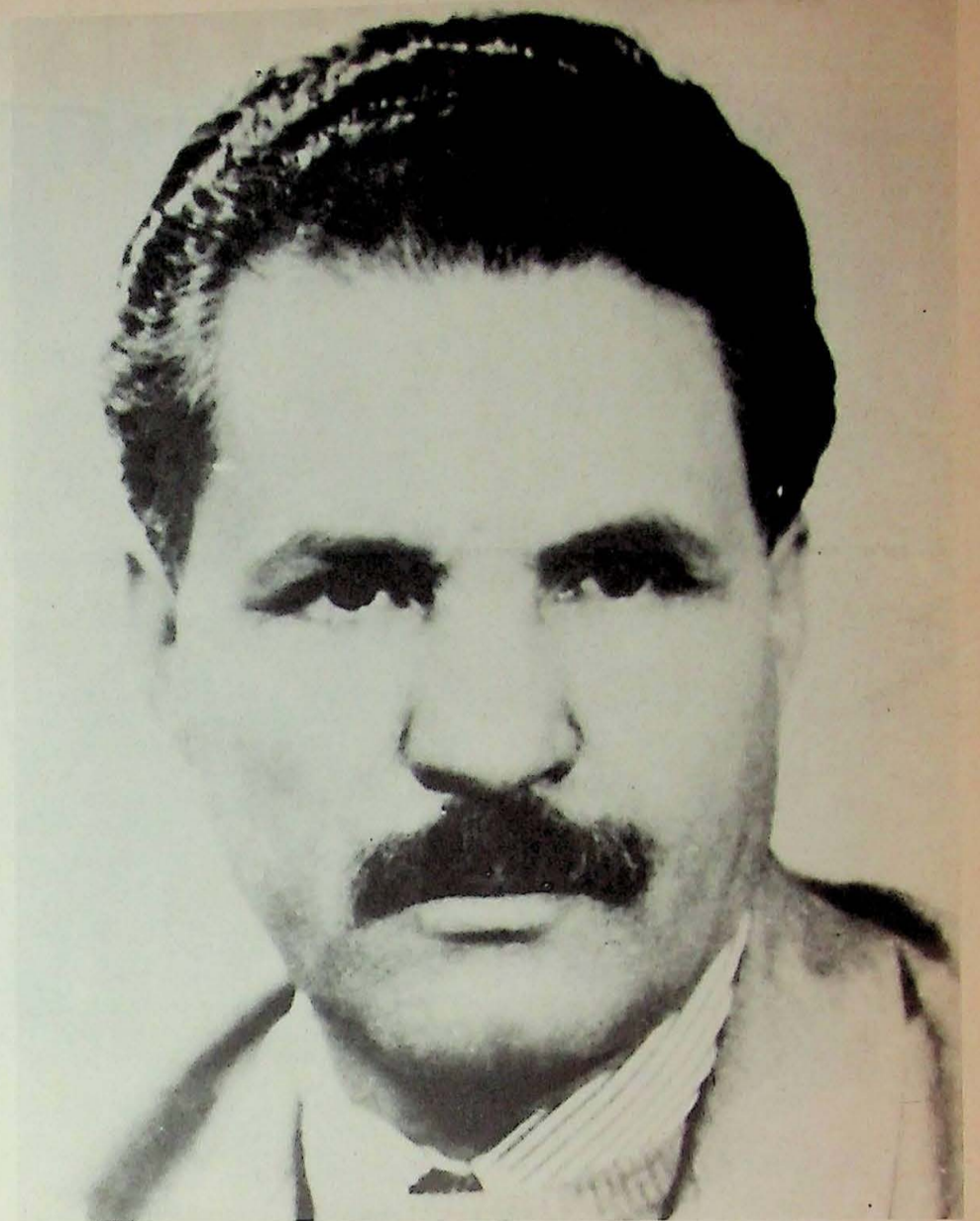
Peut-être sera-t-il d'ailleurs difficile de savoir ce qui se passera : comme en 1956, en 1959, en 1964, l'opinion publique ne recevra sur les débats que les informations officielles. On a pris soin à nouveau d'interdire les journaux de l'U.N.F.P. et de l'Union marocaine du travail ; les quotidiens de l'Istiqlal sont régulièrement saisis. Quant à la presse internationale, elle a été avisée que tout commentaire sur le procès, qui heurterait le point de vue officiel, entraînerait la suspension de la diffusion de ses journaux et, à titre d'exemple sans doute, le correspondant du « Monde » à Rabat a été expulsé.

Mais, hors du Maroc ? Osons le dire, les Marocains sont menacés d'indifférence, hors du Maroc parce que c'est presque les vacances et parce qu'on se lasse de n'en avoir jamais fini de protester plus ou moins inefficacement, par les seuls mots des tribunes, des meetings, des comités.

Comme nous avons su nous habituer aux morts par ratonnades en France, nous nous habituons aux morts par complot et procès truqués, surtout s'ils ne viennent pas des zones de sensibilisation qui vitalisent les (bonnes) consciences.

Malgré les intimidations et les mensonges officiels, la population, elle, a réagi déjà, parfois violemment. Le 1^{er} Mai, de nombreuses manifestations de solidarité ont fait approuver des slogans sans ambiguïté.

— « Nous sommes tous des inculpés », « Le pouvoir au peuple », « Soutien à la révolution palestinienne », qui révèlent un degré significatif de maturité politique. D'où les craintes, voire la panique des « forces de l'ordre » qui laissent des civils armés abattre un militant de l'U.N.F.P., et responsable syndical. Le 17 mai, date initialement prévue pour l'ouverture du procès, la grève générale des étudiants a été totale. Et aujourd'hui,



Ajar.

14 juin, à l'appel de l'U.N.E.M. dans toutes les fédérations d'étudiants marocains dans le monde, une grève de la faim de 24 heures est observée et les étudiants sont invités à remettre aux familles des prisonniers le prix de leur ticket de repas dans les restaurants universitaires.

N'oublions pas, quand même, qu'en 1964, on doit à la pression populaire et internationale la grâce inespérée des condamnés à mort, et essayons au moins d'ajouter à la série de nos réflexes antifascistes, au nom de Prague et de Burgos, celui de Marrakech. Première démarche dans le processus d'aide révolutionnaire que nous ne devons pas nous contenter de promouvoir et d'envisager.

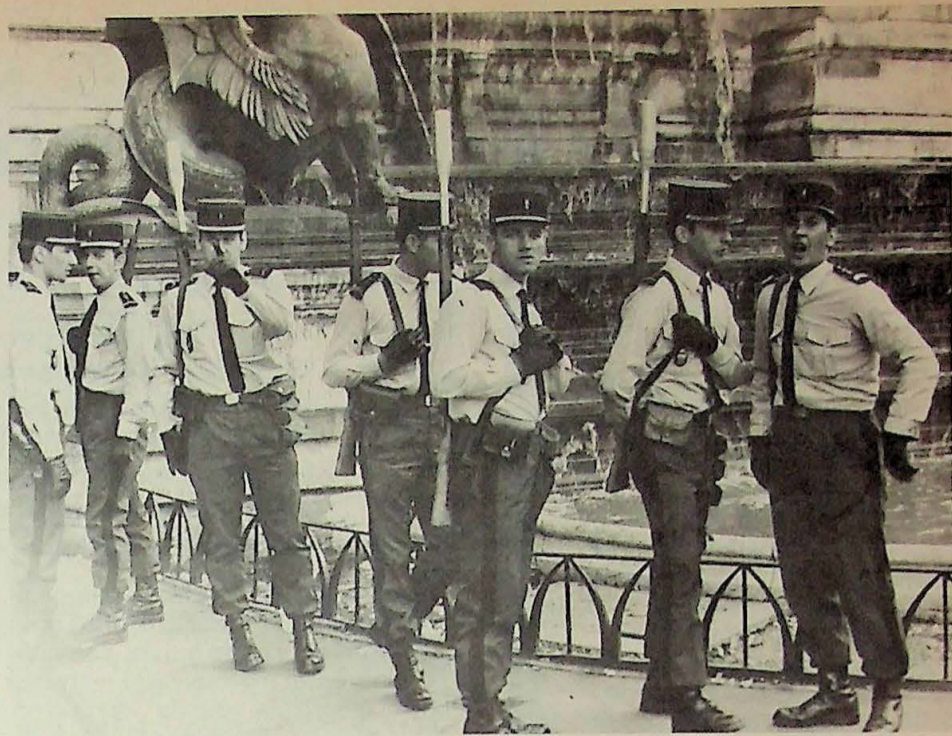
A Marrakech, dès les premières audiences, on est fixé. Le pouvoir qui avait tergiversé et craint l'épreuve du procès, l'affronte à l'estomac.

Le rideau a été bien tiré sur les phases préparatoires du procès et dans le décor de la justice on a mis en place la pièce destinée à la galerie. Pour plus de sûreté, à côté des spectateurs — gens de la presse et observateurs étrangers — se sont assis des « interprètes », fonctionnaires des Affaires étrangères rappelés tout exprès de leur poste, jeunes magistrats convoqués pour une nouvelle sorte de stage qui dessinent l'image libéra-

le de la monarchie et de sa justice, tentant de dénoncer l'odieuse caricature — hélas qu'inventent avocats et hommes politiques payés par l'étranger.

Mais les spectateurs savent voir. Comme le souligne, au cours d'une conversation avec « T.S. » Mehdi Alaoui — représentant de l'Union nationale des Forces populaires en France, où il s'est réfugié depuis l'assassinat de Mehdi Ben Barka, et inculpé dans le présent procès — ils voient dans le box les hommes qui ont fait l'indépendance et voulu la libération de l'emprise féodale et étrangère, et ils voient au siège des magistrats ceux-là même qui avaient collaboré avec l'ordre colonial. Ils comprennent alors que ce procès va être celui des partisans de structures politiques et économiques qui puissent sortir le Maroc de l'ignorance et de la misère, où le maintiennent les hommes de Hassan avec la connivence intéressée des grandes puissances occidentales. Et ils savent que, le pouvoir a déjà fait son verdict, inventant une parodie de justice pour satisfaire la bonne conscience de ses complices et de ses alliés.

Dernier élément d'un schéma usé mais, semble-t-il, encore efficace, que nous retraçons par ailleurs, il annonce pour le Maroc des vacances, un été sinistre que nous n'avons pas le droit d'ignorer pendant lequel il faudra rester mobilisés. □



Débat

Le Secours rouge : l'heure des choix

Michel Oudeville - J.-P. Roux - Fouillet - Alain Rist - Louise Lemée

Il y a quelques mois le Secours rouge connaissait d'indéniables succès : il prouvait par la campagne Burgos sa vocation de masse et démontrait son efficacité au cours de la campagne pour les prisonniers politiques. La réouverture du dossier des conditions de détention était incontestablement une grande victoire politique.

Dès le début, le Secours rouge répondait à un double besoin : d'une part, il resensibilisait à l'extrême l'ensemble du courant révolutionnaire né en mai 1968, qui n'avait pas rencontré dans les organisations se situant à la gauche du P.C.F. la réponse à ses « aspirations » (militants des comités d'action par exemple) ; d'autre part l'impact particulièrement spectaculaire de la répression (celle touchant directement les organisations politiques par leur dissolution), lié à l'absence délibérée de réaction du P.C.F., rendait pensable l'union dans un but très précis de toutes les organisations révolutionnaires, auxquelles se joindrait le courant informel des gens sensibilisés en 1968.

Dès son appel, le Secours rouge démontrait la nécessité d'une organisation prenant en charge cette union de luttes contre la répression. D'octobre 70 à février 71, il fut l'image de ce que peut être un mouvement de masse. De la campagne « Geismar » à la campagne « Burgos » et celle des prisonniers politiques, le Secours rouge a montré sa capacité à mobiliser une fraction importante de la classe ouvrière. A ce moment, la stérilité des déchirements intergroupusculaires semblait avoir été dépassée par la

prise de conscience de l'ampleur des luttes à mener.

Depuis deux mois au contraire, le Secours rouge est entré en crise ouverte. Le départ de la Ligue « Communiste », non expliqué politiquement et la déclaration apolitique et vengeresse de quatre membres du Comité d'Initiative dont trois n'ont pratiquement à aucun moment milité au Secours rouge, en sont les manifestations les plus spectaculaires. Plus important est l'état actuel de démobilisation des camarades des comités de base et l'incapacité du S.R. à renouveler les campagnes nationales qui lui avaient donné son impact de masse sinon à prendre la moindre initiative politique.

A partir du moment où la Ligue « Communiste » a perçu l'impossibilité de contrôler les comités, elle a, par ses interventions, instauré un affrontement idéologique intergroupusculaire à partir duquel a été perdu de vue la situation réelle (en particulier dans les grandes villes et la région parisienne). Le Secours rouge ne pouvait être l'instrument de campagnes « gadgets » aux actions essentiellement ponctuelles (Burgos, Angela Davis). Ce phénomène a en outre isolé les comités les uns des autres, provoqué des départs et immobilisé au détriment de la province le secrétariat national sur des problèmes parisiens.

Face au désarroi des militants inorganisés, le courant maoïste a pu accentuer sa volonté hégémonique en jouant avec opportunisme. Il défendait au niveau stratégique une position défensive face à la répression, s'appuyant sur des cas

marginiaux, réclamant parfois la réalisation d'un large « front démocratique » (journalistes) en se montrant incapable d'initiatives politiques véritables. En même temps, il impulsait ou couvrait des actions minoritaires.

Une situation répressive moins évidente au regard des masses mais plus sournoise (utilisation de désaccords économiques entre la France et l'Algérie pour accentuer le racisme) et tout aussi efficace, a provoqué, dans la situation de repli où se trouvaient les comités, une pratique tous azimuts, avec l'appui du courant maoïste. Certes, des victoires importantes ont été obtenues (Feyzin, la neige dans la Drôme, les maladies de l'amiante dans le Calvados, le maintien d'immigrés dans les foyers malgré la menace d'expulsion, etc.), mais elles ne sont pas le résultat du choix d'une stratégie politique et par là même ne débouchent pas sur de véritables victoires politiques.

Dans et face à cet état de fait, quelle est la situation des militants du P.S.U. ? D'une part, absorbés par de multiples tâches politiques (travail sur les entreprises), ils ne pouvaient souvent suivre le rythme militant élevé imposé par les camarades du courant maoïste. D'autre part, ils éprouvaient des difficultés dans le débat politique contre le spontanéisme naturel d'une grande partie des militants des comités, entretenu par une certaine démagogie de la part du courant maoïste et de sa mouvance. Ces difficultés étaient encore aggravées par l'insuffisance de la formation et de la réflexion politique sur les mouvements de masse à la

quelle ne suppléaient pas de directives du parti. Dans ces conditions nos militants ont pris peu à peu leurs distances des comités.

Le VII^e Congrès qui réserve une place pour un débat sur la répression se doit tout d'abord de définir la nature de la répression actuelle, son évolution probable dans le contexte économique et social, ceci afin de déterminer le champ concret de l'intervention du mouvement de masse dans cette lutte contre la répression. A partir de cette définition, il doit déterminer pour l'ensemble des militants du parti les principaux axes d'intervention offensive afin de limiter cet émiettement de l'engagement militant dans une série de luttes, certes politiquement justifiées, mais qui ne permettent plus d'offrir de réponse politique nationale claire et massive à la répression d'un Etat bourgeois lui-même en crise. Il doit également mettre en place à l'intérieur même du parti un véritable secteur contre la répression capable d'aider ses militants engagés dans le mouvement de masse à formuler des projets politiques crédibles (lutte contre la répression patronale, lutte contre le racisme, lutte contre la répression culturelle) tant pour une grande partie des camarades inorganisés qui militent au S.R. que pour ceux qui ont espéré en le Secours rouge.

C'est seulement à ces conditions (abandon de pratiques minorisantes et essouffantes, axes d'intervention définis, etc.) que les militants du P.S.U. se sentiront à nouveau pleinement concernés par le Secours rouge, aussi nécessaire aujourd'hui qu'en juin 70. □

Le P.S.U. dans le mouvement révolutionnaire

Denis Berger

Denis Berger qui fut un animateur de l'opposition à la politique de la direction thorézienne à l'intérieur du P.C.F., puis un des fondateurs du groupe « La Voie Communiste », très actif contre la guerre d'Algérie, exprime ici librement ce qu'il pense du rôle qui pourrait être dévolu au P.S.U. dans le mouvement révolutionnaire dans la période présente. Nous pensons que ce point de vue intéressera nos lecteurs.

Que le P.S.U. soit le lieu de nombreuses contradictions, il suffit pour s'en convaincre, de suivre son activité courante, trop souvent marquée par l'électisme ou la confusion sur le plan politique, par l'indécision ou le manque de continuité dans le domaine pratique. Pourtant, le P.S.U. regroupe une majorité de militants soucieux d'action révolutionnaire effective ; il possède une influence réelle, même si limitée encore, dans les entreprises et le mouvement syndical. Bref, il est une des composantes du mouvement révolutionnaire. A ce titre, les orientations qu'il décidera lors de son prochain congrès auront des conséquences sur l'action de l'ensemble des « gauchistes » de France. Nous pensons, pour notre part, qu'à condition de faire un certain nombre de choix fondamentaux, le P.S.U. peut jouer un rôle décisif dans l'évolution du mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi nous avons accepté, bien qu'extérieurs au P.S.U., de participer à la discussion autour du congrès. Sans pour autant intervenir dans les débats strictement internes de ce parti.

**

Il n'est pas utile de revenir ici sur les divers aspects de la situation française. Un seul fait nous semble devoir être souligné : la grève Renault et l'ensemble des conflits qui ont marqué le « mai 71 » ont confirmé que les travailleurs étaient prêts à lutter de toutes leurs forces pour faire triompher des revendications qui, **potentiellement**, remettent en question les bases mêmes du capitalisme. Mais ces luttes ont révélé aussi que les organisations réformistes, au rang desquelles figurent avantagieusement le P.C.F. et la C.G.T., dispo-

sent encore d'une large influence de masse, tandis que les positions des révolutionnaires sont encore précaires. Il est donc évident que, malgré son ampleur, la crise de la société française ne fournira pas **automatiquement** aux révolutionnaires l'occasion de jouer un rôle dirigeant dans les batailles de la classe ouvrière. Un préalable politique doit être réglé d'abord : l'apparition d'une force politique révolutionnaire capable d'actions de masse systématiques. Cette force organisée ne saurait naître du développement linéaire d'une seule des organisations existantes ; elle résultera de la **fusion entre l'avant-garde politique**, éparpillée aujourd'hui entre une **foultitude** de groupes qui recrutent surtout dans la petite bourgeoisie et l'**avant-garde qui s'affirme dans les entreprises** (de celle-ci, les 900 travailleurs de Renault Le Mans qui ont refusé jusqu'au bout le mauvais compromis final constituent un bon exemple). Cette fusion, qui ne pourra s'effectuer qu'au cours d'une action politique clairement définie, constitue l'objectif central en fonction duquel doivent être définies les tâches particulières de chaque mouvement.

A notre avis, les militants révolutionnaires du P.S.U. peuvent, s'ils se regroupent sur une base programmatique nette contribuer beaucoup à l'accomplissement de cette tâche. Il nous semble donc essentiel que le prochain congrès marque une étape sur cette voie. Jusqu'ici aucune des tendances existantes n'est parvenue à des définitions suffisantes pour donner naissance à l'intérieur du P.S.U. à un courant révolutionnaire capable de préciser les thèmes sur lesquels pourraient se battre aussi bien ceux qui appartiennent au parti que ceux

qui sont organisés ailleurs. En faisant cette constatation, nous ne portons aucun jugement de valeur, car nous savons qu'un tel résultat ne peut être obtenu d'un coup. Et c'est bien la raison pour laquelle nous souhaitons qu'à Lille des options claires soient formulées. Des résolutions trop générales, même si elles renferment d'excellentes analyses comme les thèses de Dijon, ne sauraient suffire pas plus qu'un combat qui se ramènerait, pour l'essentiel, à la conquête d'un rapport de forces au sein des organismes de direction. Trop de confusion en naîtrait dont le résultat principal serait d'écoeurer de nombreux militants.

A notre avis, il importe qu'au terme du congrès un certain nombre de thèmes soient précisés :

Unité d'action et unité des révolutionnaires

Le terme de « front unique » revient souvent dans les débats du P.S.U. De quelle unité s'agit-il ? Avec quelles forces ? Selon nous, il faut avant tout **repousser catégoriquement toute idée d'accord permanent avec le P.C.F.**

Certes, celui-ci demeure un parti ouvrier, tant par sa composition sociale que par son influence de masse. Mais il se définit d'abord comme un parti réformiste, intégré partiellement à l'ordre bourgeois qu'il défend, sur le plan national par sa capitulation constante devant l'Etat de classe, sur le plan international par sa fidélité à la politique contre-révolutionnaire de l'Union Soviétique. De ce fait, les rapports avec lui ne peuvent être envisagés qu'en termes d'affrontements. Des accords en vue d'actions limitées contre l'ennemi de classe n'au-

Vacances dans les Hautes-Alpes

Dans un village abandonné, remis en état par des camarades lyonnais. Six grandes maisons de pierre, accrochées à la montagne, au-dessus de la Durance. Site merveilleux, soleil assuré, tous les parfums de la Provence, innombrables promenades.

Chambres pour familles et dortoirs (apporter draps et couvertures). Eau chaude, douches.

raient de sens que dans la mesure où le mouvement révolutionnaire serait devenu une force capable de prétendre à la direction des masses.

Nous sommes loin du compte. C'est pourquoi il convient d'affirmer que les seuls problèmes de l'unité d'action se posent au niveau des forces révolutionnaires.

Ce thème est familier au P.S.U. depuis 1968. Malheureusement il a toujours été posé dans des termes si généraux qu'aucun résultat concret ne pouvait en découler. Ainsi, lors du conseil national de Rouen, nul ne pouvait savoir si le débat portait sur le rassemblement de tous les gauchistes au sein du P.S.U. ou sur l'alliance préférentielle de celui-ci avec tel ou tel groupe. Comment s'étonner, dans ces conditions, que beaucoup de militants aient préféré se référer à leur expérience locale qui faisait rarement surgir les groupes dont on discutait en général. De ce fait, le problème est demeuré à un niveau pré-politique.

Ce dont il s'agit, c'est de proposer à tous les courants révolutionnaires un front de lutte dans la perspective de la conquête du pouvoir. Les campagnes de masse sont un moment nécessaire mais non suffisant d'une telle orientation : le demi-succès de la campagne « transports » le démontre aussi bien que le demi-échec du Secours rouge. Il faut que toutes les initiatives de ce genre soient situées dans le cadre d'une confrontation permanente sur les perspectives et les moyens de la révolution socialiste en France dans le cadre de l'actuel rapport de forces international. Au travers de ce débat — et de ce débat seulement — se préciseront les divergences réelles. C'est par ce moyen — et par ce moyen seulement — que pourront être définis à la fois les thèmes limités d'une action de masse commune et les bases d'un regroupement organisationnel de tous ceux qui, en dépit de différences idéologiques, ont une même conception de la révolution prolétarienne. Il ne s'agit pas de proposer un mariage entre groupes largement divergents mais de mener publiquement une bataille politique qui permette de situer divergences et convergences réelles.

Le prochain congrès du P.S.U. ferait accomplir à tout le mouvement révolutionnaire un sérieux pas en avant s'il se décidait à lutter pour un front des révolutionnaires, autour des axes suivants :

- définition de campagnes de masse, comportant chacune leur forme de mobilisation spécifique,
- discussion publique d'un programme de transition (et des formes d'action qui en découlent),
- discussion publique de la stratégie de la révolution prolétarienne qui inclut les questions de la forme de la prise de pouvoir (dualité de pouvoir, insurrection et violence, etc.) aussi bien que celles de la dictature du prolétariat.

Pour atteindre cet objectif, il convient de multiplier les propositions d'action commune à tous les

niveaux. On pourrait ainsi tendre à la création, sur le plan local ou régional, de centres d'action politique révolutionnaire, lien de confrontation et d'unité de travail entre militants de diverses tendances, moyen de rendre concrète la perspective — hélas plus lointaine — d'assises nationales de mouvement révolutionnaire.

Aider à l'organisation de la nouvelle avant-garde prolétarienne

La prise de conscience de larges couches de travailleurs connaît un développement contradictoire : la volonté de coller aux revendications les plus immédiates entrave souvent la possibilité de déboucher sur une action politique générale ; l'avant-garde, prête aux luttes les plus dures, doit tenir compte de la majorité qu'influence encore le réformisme. De là découle un développement inégal qu'on ne surmontera qu'en aidant à la constitution, dans les entreprises, les branches industrielles ou les régions, de collectifs rassemblant tous les travailleurs conscients, syndiqués, inorganisés, jeunes, immigrés, etc.

A condition également que nul ne se donne prétexte, en raison des confusions qui marqueront nécessairement les étapes de ce travail d'organisation, de geler le processus engagé, en collant une étiquette de parti ou de groupe sur ces rassemblements.

Il faut avoir une attitude claire à propos de la question syndicale. Aucun militant sérieux ne songe à nier la réalité de l'influence des syndicats et donc la nécessité d'intervenir dans ces structures. Qui peut, de même, mettre en doute l'importance que revêtirait l'apparition d'un courant révolutionnaire dans la C.F.D.T. ? On doit seulement préciser les limites de la lutte à l'intérieur des syndicats : ceux-ci, de par leur nature même, de par l'emprise qu'ils subissent des organisations réformistes ne sont pas à même de répondre à l'ensemble des impératifs de la lutte ouvrière. Il est indispensable de maintenir la perspective centrale, quand bien même sa réalisation est lente, de la constitution de nouvelles formes d'organisation ouvrière à vocation de masse, à partir desquelles, dans le cadre des combats de demain, les rapports avec avant-garde politique et masses seront bâtis sur une base nouvelle.

Dans cette perspective, l'élaboration d'un programme de lutte (de transition) est indispensable. Ce programme sera moins le catalogue des revendications auquel tend à se réduire le programme d'action du P.S.U. (texte au demeurant vide) que la définition des moyens de faire surgir des luttes partielles, catégorielles, les mots d'ordre qui posent le problème du pouvoir. On y parviendra si se crée un système de presse (journal central, bulletins d'entreprise ou de région, etc.) qui permette la confrontation entre tous les travailleurs d'avant-

garde et qui, par conséquent, ne dépende pas politiquement, d'un parti même si, au départ, la tâche de l'animer retombe sur ses militants.

Donner au P.S.U. une organisation combative

Nous n'avons envie ni ne sommes à même de nous prononcer sur les problèmes d'organisation interne du P.S.U. Une seule remarque, donc : en fonction des choix politiques essentiels, il faudra déterminer les moyens concrets qui permettent de rompre avec un confusionnisme organisationnel qui a permis, par exemple, la coexistence d'au moins trois pratiques divergentes lors des élections municipales, ou l'enlisement dans une pratique sans principes dans l'U.N.E.F. Il ne faut pas confondre l'absence de sectarisme avec le libéralisme impuissant. Les désaccords politiques doivent trouver leur conclusion organisationnelle à tous les niveaux.

Ceci est du ressort des délégués du prochain congrès. Pour notre part, nous soulignerons seulement la nécessité d'un travail de formation systématique qui donne une référence commune aux militants du P.S.U., quelle que soit la diversité de leur origine.

*
**

Nous n'avons pas de conclusion à apporter à ces simples remarques. Nous ne sommes pas des donneurs de conseils — notre situation nous en empêcherait si l'idée folle nous en venait. Nous n'attendons pas que les militants du P.S.U. renoncent à lutter pour le développement de leur organisation. Nous pensons au contraire que l'organisation qui pourra proposer à tous les révolutionnaires une perspective d'unité d'action sur une base politique claire, jouera un rôle décisif. Décisif et salutaire, pour l'ensemble du mouvement.

A l'heure où la plupart des groupes pratiquent le sectarisme de boutique, la réponse des militants révolutionnaires du P.S.U. peut être essentielle. □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 18-19	La hiérarchie des salaires.	
	Le numéro double	2 F
N° 20-21	Le capitalisme contemporain.	
	Le numéro double	2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9	- Histoire du P.S.U.	
N° 13	- Les petits commerçants et la crise du commerce.	
N° 16	- Les travailleurs immigrés.	
N° 17	- Les fondements de l'exploitation capitaliste.	
	Le numéro simple	1 F
	Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste N° 8

— Fascisme et dictature, N. POULANTZAS	23,70 F
— Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER	18,10 F
— Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL	18,10 F
— Marx et Engels, D. RIAZANOV	15,00 F
— La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR	9,00 F
— La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN	8,70 F
— L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BUKHARINE	15,00 F
Prix réel :	107,60 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 58.26.65 - Paris
Paiement à la commande



La grève des cheminots à la Gare de Lyon

Eliane Schweitzer

La grève nationale du 4 juin fut précédée d'une multitude de conflits sectoriels. Les revendications mises en avant étaient particulières à chaque catégorie.

Le malaise prit une ampleur générale et l'enjeu de la lutte a changé de nature. A travers les 4 points (augmentation des salaires, prime de vacances, arrêt de la compression des effectifs, problème des filières et des grades), c'était le contrat sur les salaires et l'accord sur la modernisation qui étaient remis en cause.

Les cheminots ont pris conscience que le relèvement des salaires promis par le gouvernement ne correspondait en rien avec la hausse réelle du coût de la vie. De surcroît, l'augmentation hiérarchisée revenait à perpétuer les bas salaires.

Les cheminots ont aussi refusé de supporter les conséquences de la rentabilisation capitaliste de la S.N.-C.F. qui profite essentiellement aux grosses entreprises et qui se traduit par l'aggravation généralisée des conditions de travail.

La direction s'est retranchée derrière les accords pour couper court aux revendications des travailleurs. En s'attaquant au contrat, les cheminots se sont retrouvés immédiatement face au gouvernement, donc aux puissances capitalistes dans leur lutte.

Nature et organisation de la lutte

Le mouvement est parti de la base et a été pris en main par la C.G.T. et la C.F.D.T. Jamais les cheminots n'ont fait preuve d'une telle combativité. Celle-ci s'est manifestée par une volonté de prendre en main leur lutte (participation massive aux meetings, importance du nombre des comités de grève, large présence aux assemblées générales...), l'apparition d'un large courant de cheminots déterminés à mener la lutte jusqu'au bout, la mise en avant de mots d'ordre exigeant de nouvelles formes d'action...

Cette force nouvelle ne permettait pas une organisation traditionnelle de la grève.

Les syndicats, poussés par la base ont organisé des assemblées généra-

les où se réunissaient tous les délégués des comités de grève, ce qui aurait dû permettre de dépasser le cloisonnement de différentes catégories. En outre, tous les matins se tenait un meeting où les délégués syndicaux étaient censés apporter des nouvelles à partir desquelles les travailleurs devaient discuter dans leurs différents comités.

Attitude des syndicats

Sept syndicats étaient en présence. Cinq d'entre eux ont choisi le camp du patronat (C.F.T.C., F.O., F.A.C., F.J.A.C., C.F.T.). Les deux grandes centrales C.G.T. et C.F.D.T. ont joué le même jeu embarrassé tout au long de la grève, même si la C.F.D.T. au niveau local adoptait une attitude plus combative et démocratique.

L'organisation de la grève traduisait au départ une tentative de démocratie. Mais les syndicats l'ont très vite dénaturée. La C.G.T. notamment, manipulait toutes les réunions, soit en ne tenant pas compte des propositions faites par les travailleurs les plus combattifs, soit en laissant plus parler les gens qui abondaient dans son sens, soit en dirigeant les discussions et les terminant toujours par les choix faits au sommet des centrales... Tout le monde avait « le droit » de s'exprimer mais un nombre limité de travailleurs le faisaient effectivement. Sans compter le « travail au corps » avant et après les réunions.

L'organisation de la grève qui était efficace les deux ou trois premiers jours a fini par faciliter la politique de « pourrissement » de la part du gouvernement.

Le piétinement, les belles paroles, le manque d'action ont empêché de cristalliser un rapport de forces face au gouvernement.

Les syndicats n'ont même pas joué leur rôle de défense des travailleurs. A aucun moment, ils n'ont donné aux cheminots les armes nécessaires pour se battre, c'est-à-dire des informations, une coordination et un élargissement de la lutte.

Un comité de grève prenait des décisions en ignorant ce qui se passait à côté. Dans les assemblées générales seuls les délégués syndicaux pre-

naient la parole. Les délégués des différents comités de grève n'avaient aucune liaison effective entre eux. Les assemblées duraient 10 minutes et ressemblaient beaucoup au meeting du matin. De plus les délégués n'étaient pas contrôlés par la base.

L'information qui était déjà maigre, circulait mal.

La coordination régionale ou nationale n'a, elle, jamais existé.

Les gares étaient isolées les unes des autres. Quant à la liaison avec l'extérieur, il est inutile d'en parler.

Il aurait pourtant été intéressant que des actions complémentaires soient prises en charge par les usagers.

Ce manque de coordination était tellement manifeste qu'il concernait même les relations au sein de la C.G.T. Samedi matin, le délégué de la C.G.T. a annoncé qu'il fallait durcir le rapport de forces et qu'une manifestation nationale était engagée.

Le soir même, la centrale publiait un communiqué annonçant, à mots couverts, la reprise du travail.

Les éléments permettant une analyse, les renseignements sur les désirs et volontés des autres cheminots, l'information, furent soigneusement écartés sauf le jour où il a fallu expliquer la reprise du travail. Ce jour-là, les cheminots furent noyés sous les détails de pourcentages de travailleurs voulant reprendre dans tous les endroits.

A force de laisser la situation se dégrader, il est évident que de plus en plus de travailleurs reprenaient le travail. En fait, les syndicats ont abdicqué devant le gouvernement et ont laissé leurs troupes sans défense dans la gueule du loup. Les cheminots n'ont rien obtenu, pas même le minimum de leurs revendications. Au nom de l'unité syndicale, la C.F.D.T. qui était contre la reprise a fini par capituler. Mais qu'est-ce que l'unité syndicale au sommet traduite dans la signature commune d'un bout de papier ?

Si cette « trahison » est grave pour les cheminots, elle l'est aussi pour les P.T.T., les banques... qui viennent de se mettre en grève. Elle ne peut qu'entraîner la démoralisation des travailleurs qui ne se sentent plus défendus par leur propre organisation et inciter le pouvoir à ne plus céder.

L'action du groupe PSU

Le groupe cheminots P.S.U. est intervenu constamment dans les réunions, s'est manifesté par des tracts et a provoqué des discussions dans la rue. Il a réussi à regrouper autour de lui un certain nombre de jeunes travailleurs révoltés. Outre un coup de main matériel, les jeunes travailleurs ont participé à nos réunions d'où il sortait des décisions pour intervenir d'une manière coordonnée. La rédaction des tracts se faisait aussi en commun.

Quelles ont été nos propositions ?

Nous avons d'abord contribué à la nouvelle organisation de la grève, ainsi qu'à la réalisation de manifestations qui furent de grands succès.

Lorsque nous avons senti le pourrissement de la grève et la détermination d'un large courant, nous sommes intervenus pour durcir l'action. Pourquoi avons-nous proposé le blocage du trafic ?

Pour les marchandises : bien que 90 % du trafic ait été arrêté, la direction assurait les transports des secteurs capitalistes stratégiques (trains complets : pétrole, sidérurgie...).

Pour les voyageurs : les informations volontairement optimistes sapient le mouvement et nous isolaient de l'opinion publique. Notre meilleur atout était donc d'arrêter le trafic en commençant par les trains de prestige. Dans un stade ultérieur de la grève, nous nous portions garants du transport gratuit de l'ensemble des travailleurs de la région parisienne.

Nous avons aussi proposé l'occupation des locaux dans les chantiers où le rapport de forces était favorable. Ceci permettait de montrer de façon spectaculaire notre détermination à pousser la lutte jusqu'au bout.

Nous avons demandé une coordination du mouvement par un comité de grève élu à l'échelon parisien.

Nous sommes entrés en contact avec les comités d'usagers afin d'élargir le conflit.

Mais encore trop peu nombreux, nous n'avons pu infléchir le cours des événements. Pourtant cette lutte a révélé la combativité d'une large partie des cheminots, notamment les jeunes avec lesquels nous allons travailler, tirer les leçons et préparer la prochaine offensive. □